



NATIONS UNIES

Commission économique pour l'Afrique, Bureau
pour l'Afrique de l'Ouest

RAPPORT SUR LES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DE L'OUEST EN 2008 ET 2009



ECA-WA/ICE.12/2009/3a

Première partie

Table des matières

Liste des graphiques	2
Liste des tableaux	3
RESUME	4
INTRODUCTION	6
PREMIER CHAPITRE : CONTEXTE INTERNATIONAL	9
1.1. <i>Tendances de l'économie mondiale</i>	9
1.2 <i>Evolution des cours des produits de base</i>	19
1.3. <i>Denrées alimentaires</i>	21
1.4. <i>Implications pour les économies ouest-africaines</i>	24
1.5 <i>L'économie Africaine en 2008</i>	25
DEUXIEME CHAPITRE : EVOLUTIONS RECENTES DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST	27
2.1 <i>Evolution économique récente en Afrique de l'Ouest</i>	27
2.1.1 <i>Evolution sectorielle du PIB</i>	29
2.1.2 <i>Les emplois du PIB</i>	35
2.1.3 <i>Poids des pays dans l'économie de la sous région</i>	36
2.2 <i>Inflation</i>	37
2.3 <i>Finances publiques et dettes</i>	39
2.3.1 <i>Les finances publiques</i>	39
2.3.2 <i>La dette</i>	42
2.4 <i>L'économie Ouest africaine en 2009</i>	44
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	47
Annexes statistiques	52
Bibliographie	59

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Croissance du PIB et projection, mai 2009	11
Graphique 2 : Indices des prix à la consommation et projections, novembre 2008	18
Graphique 3 : Taux de chômage et projections à novembre 2008	19
Graphique 4: Croissance du PIB par sous région (%)	26
Graphique 5: Taux de croissance économique par pays en Afrique de l'Ouest (%)	27
Graphique 6: Répartition sectorielle du PIB en valeur de l'année 2008	32
Graphique 7: Part du secteur tertiaire dans le PIB des pays	33
Graphique 8: Poids des composantes de la demande dans le PIB en 2008	35
Graphique 9: Poids économique des pays dans le PIB sous régional en 2008	37
Graphique 10: Inflation dans les pays de la CEDEAO (%)	38
Graphique 11: Déficit budgétaires hors dons (% du PIB) en Afrique de l'ouest	40
Graphique 12: Taux de pression fiscale	41
Graphique 13: Ratio de la dette sur le PIB (%)	43

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Production céréalière en Afrique de l'Ouest	30
Tableau 2: Indicateurs de TIC en Afrique de l'Ouest, 2007	34
Tableau 3: calendrier des élections présidentielles en Afrique de l'Ouest	46
Tableau a1: Performance de la croissance en Afrique de l'Ouest- PIB et taux de croissance(2007-2009)	52
Tableau a2: Population et PIB par tête en Afrique de l'Ouest (2008)	53
Tableau a3: Répartition sectorielle du PIB en 2008 (%)	54
Tableau a4: Taux d'inflation dans les pays de la CEDEAO, en moyenne annuelle	55
Tableau a5: Dette extérieure (million \$ US)	56
Tableau a6: Solde budgétaire hors dons en % du PIB nominal	57
Tableau a7: Commerce extérieur net par pays en % du PIB	58

RESUME

Le Rapport sur les Conditions Economiques et Sociales en Afrique de l'Ouest en 2008 et 2009 montre que les performances des pays de la sous régions ont été perturbées par la crise sévère dans laquelle l'économie mondiale s'est installée depuis la fin de l'année 2007. Cette crise mondiale devrait se traduire par une contraction de la production mondiale de 2.6% en 2009, après quatre années de croissance annuelle moyenne à plus de 4,5 %.

Au cours des dernières années, les pays d'Afrique de l'Ouest, sous l'effet conjugué de la forte demande internationale des matières premières et des réformes internes, ont pu maintenir une croissance soutenue. Cette performance qui reste néanmoins largement en deçà du seuil de 7% requis pour lutter efficacement contre la pauvreté dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) se trouve contrariée par les effets de la triple crise financière, alimentaire et énergétique des deux dernières années. En effet, la baisse de la demande internationale des matières premières et de leurs prix, le recul des investissements directs étrangers et de l'aide au développement, et le repli des transferts de la Diaspora ont commencé à faire leurs effets. Cette dynamique devrait résulter selon les dernières estimations, en une croissance moyenne d'environ 3.2% en 2009 en Afrique de l'Ouest contre 5.5% les cinq années précédentes. Cette évolution aura des répercussions négatives au plan social et pourrait ainsi freiner les efforts des pays vers l'atteinte des objectifs de millénaire pour le développement.

Ces crises ont permis néanmoins de remettre l'accent sur l'un des paradoxes du schéma de développement de la sous région qui malgré une forte dotation en terres et en eaux, dépend de l'extérieur pour ses besoins alimentaires. Le secteur agricole, véritable niche de croissance constituant près de 25% du PIB et plus de 60% des emplois devrait être remis au centre des stratégies de développement au niveau national et sous régional. C'est pourquoi le rapport recommande le recentrage des efforts sur le secteur primaire, qui aura des effets multiplicateurs de longue durée sur les économies des pays. Avec cette option, il s'agira d'abord de faire de l'autosuffisance alimentaire une question de souveraineté nationale avec des effets bénéfiques sur la disponibilité et l'accès aux denrées alimentaires ainsi que sur la stabilité des prix. Elle devrait aussi permettre d'intensifier le développement des filières agro-industrielles en vue d'élargir les bases de la production et les liaisons intersectorielles, et de diversifier les exportations.

La crise énergétique a elle aussi freiné les performances des pays au cours de l'année écoulée, en particulier dans le secteur industriel qui a été fortement perturbé par des coupures répétitives de l'électricité.

Au plan social, c'est le chômage et le sous emploi des jeunes qui constituent l'une des préoccupations majeures en Afrique de l'Ouest. La baisse de la productivité et le manque des facteurs de production et des mesures incitatives dans le secteur primaire qui concentre la grande majorité de la population, continue de pousser les jeunes vers l'exode rural. Couplée au caractère embryonnaire de l'industrie et à sa faible capacité d'absorption de la main d'œuvre, une telle évolution aggrave le chômage et le sous emploi des jeunes. Il accentue également le caractère informel des économies ouest africaines, notamment à travers l'hypertrophie du secteur tertiaire qui constitue un refuge pour les jeunes diplômés et autres couches vulnérables en quête d'un emploi.

En ce qui concerne les finances publiques, dans l'ensemble, les pays de l'Afrique de l'ouest sont confrontés à l'insuffisance des recettes budgétaires pour financer les charges de fonctionnement et pour dégager des ressources importantes au profit des dépenses en capital nécessaires pour combattre la pauvreté. Cette situation a été particulièrement exacerbée en 2008 du fait que les finances publiques ont été fortement sollicitées par les Etats pour limiter les impacts des chocs inflationnistes liés aux prix des biens alimentaires et énergétiques. A cela s'ajoutent les défis de la gouvernance politique et économique malgré les nobles efforts déployés au cours des dernières années.

La poursuite de l'assainissement de l'environnement politique et la consolidation de la paix seront également indispensables pour une exploitation judicieuse de leurs potentialités économiques. A ce sujet, les avancées démocratiques et les efforts de reconstruction dans les pays qui sortent de conflits sont à saluer. Il en est de même de la perspective de l'organisation des élections en Cote d'Ivoire au courant de l'année 2009, et des interventions de la CEDEAO dans les récentes crises en Guinée et en Guinée Bissau.

INTRODUCTION

1. Le rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest est une publication récurrente que le Bureau pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique prépare et soumet annuellement au Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) de la sous région. Il a pour objectif de fournir des données et informations de base sur les politiques récentes de développement, dans le but de susciter un large débat entre les Etats membres, les organisations inter gouvernementales et d'autres acteurs de développement. Il débouche sur des recommandations qui seront discutées et complétées par les principaux partenaires regroupés au sein du Comité Intergouvernemental des Experts de l'Afrique de l'Ouest, en vue d'identifier des opportunités, mais aussi les risques et les améliorations à apporter aux politiques et programmes de développement des pays et de la sous région.
2. L'édition de cette année se situe dans un contexte international difficile marqué par la poursuite de la crise alimentaire intervenue en 2008 doublée de la persistance de la crise financière qui a engendré une récession dans plusieurs pays industrialisés. Compte tenu des relations économiques, financières et commerciales séculaires des pays de l'Afrique de l'Ouest avec le reste du monde, ces évolutions ont des répercussions sur la sous région. En particulier, elles représentent de nouveaux défis que les Etats membres de la CEDEAO devront relever individuellement et collectivement.
3. En réalité, les pays de l'Afrique de l'Ouest sont dotés d'immenses ressources naturelles, minières, hydrauliques et humaines qui sont en contraste avec leur faible niveau de développement. C'est le cas de l'or au Ghana et au Mali, du diamant et du rutile en Sierra Léone, au Ghana et en Guinée, de l'uranium au Niger, de la bauxite en Guinée et en Sierra Léone, du pétrole au Nigéria, du minerai de fer au Nigéria, en Sierra Léone et au Libéria, du calcaire au Bénin, au Nigéria et en Sierra Léone, de la colombine et de l'étain au Nigéria et en Guinée. La sous région est traversée par de nombreux cours d'eau, dont notamment les fleuves Niger, Sénégal, Gambie, et le lac Volta pour ne citer que les plus importants. L'Afrique de l'Ouest produit également des matières premières agricoles dont une partie importante est écoulee sur le marché international, en l'occurrence le coton principalement au Mali, au Burkina Faso et au Bénin, et le caoutchouc du Libéria, le cacao et le café au Ghana et en Cote d'Ivoire. Les progrès de l'éducation ont aussi doté les pays de diplômés et d'une main d'œuvre de plus en plus qualifiée.

4. Cependant, malgré les efforts déployés, les performances en matière de développement des pays de la sous région demeurent en deçà des attentes. A titre d'illustration, onze des quinze nations de la zone sont classés dans la catégorie des pays les moins avancés. Faut-il aussi rappeler le niveau élevé de pauvreté, les maladies et les récents conflits armés qui en ajoutent aux défis à relever. A cela se greffent les effets néfastes de la crise économique internationale qui requièrent une plus grande discipline et un redoublement des efforts dans la gestion macroéconomique ainsi que dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes de développement.
5. Le présent rapport se situe donc dans la dynamique de recherche d'options pour maximiser les efforts de développement des pays de la sous région, à la lumière des évolutions mondiales récentes. C'est pourquoi, avant d'examiner la situation dans la sous-région, le rapport s'attarde d'abord sur les tendances internationales en vue d'en déduire les implications pour l'Afrique de l'Ouest.
6. Le rapport est divisé en deux parties, à savoir la première partie qui porte sur les développements économiques récents en Afrique de l'Ouest et les perspectives en 2009 ; et la deuxième partie qui a trait à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. La première partie est élaborée sur la base des données disponibles à la CEDEAO, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Fonds Monétaire International (FMI), le Département Economique et Social des Nations Unies (UNDESA), et les Etats membres, et est subdivisée en deux chapitres à savoir (1) l'environnement international qui examine les performances économiques récentes à l'échelle mondiale en vue d'en déduire les impacts sur les économies de la sous région; (2) l'évolution récente de la situation économique en Afrique de l'Ouest et les perspectives en 2009. Cette première partie du rapport comporte aussi une section sur les conclusions et recommandations, qui identifie non seulement les opportunités à saisir par les pays et la sous région mais aussi les défis à relever pour renforcer leurs actions de développement.
7. Le choix de la sécurité alimentaire comme thème de la deuxième partie du rapport procède des efforts du Bureau pour sensibiliser les décideurs de la sous région sur la nécessité de coordonner leurs actions en vue d'atténuer les conséquences de la crise internationale actuelle. En particulier, il est à noter que la crise alimentaire, consécutive à la forte hausse des cours des denrées alimentaires sous l'effet conjugué des changements climatiques, de la hausse de la consommation mondiale, de l'évolution des modes de consommation et de la baisse des stocks mondiaux, a mis les pays de l'Afrique de l'Ouest

à rude épreuve. Pour contenir les conséquences économiques et sociales qui en découlent, les gouvernements ont recouru à des mesures fiscales et de contrôle de prix qui ne sont pas soutenables et dont les impacts se sont révélés très limités. C'est pourquoi les analystes appellent de plus en plus à l'utilisation au mieux des ressources régionales par le recentrage sur les mesures que les pays de la sous région devraient prendre pour assurer leur sécurité alimentaire individuelle et collective. La deuxième partie du rapport qui est traitée dans un document séparé se veut une contribution à cette réflexion.

PREMIER CHAPITRE : CONTEXTE INTERNATIONAL

8. L'évolution de la situation au niveau international affecte la performance économique des pays d'Afrique de l'Ouest, car les pays développés et émergents constituent les marchés et les bailleurs de fonds des pays de la sous-région. En effet, les pays d'Afrique de l'Ouest sont des exportateurs de produits de base vers le marché mondial. Ils dépendent aussi des pays industriels et des pays émergents pour leurs importations de matières premières, de biens de consommation et de biens durables. La performance économique en Afrique de l'Ouest dépend également des flux financiers en provenance des pays développés, notamment les envois de fonds par les travailleurs immigrés, l'Aide Publique au Développement (APD) et des Investissements Directs Etrangers (IDE), bien qu'une partie de l'APD soit liée aux importations et à l'assistance technique en provenance des pays donateurs, ce qui donne parfois lieu à des préoccupations concernant leur adaptation aux priorités locales. S'agissant des IDE, en dépit des critiques récentes formulées concernant leur impact limité sur le chômage, la dégradation de l'environnement et leur faible rentabilité économique et financière, ils demeurent un impératif pour le renforcement des capacités de production des pays d'Afrique de l'Ouest. Pour ces raisons et tant d'autres, toute évolution notable sur la scène internationale a des répercussions directes et indirectes sur les pays et toute la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. C'est la raison pour laquelle le présent chapitre passe en revue l'évolution récente de l'économie mondiale et présente ses implications pour l'Afrique de l'Ouest.

1.1. Tendances de l'économie mondiale

9. Après quatre années au cours desquelles la croissance mondiale annuelle moyenne du PIB réel s'est élevée à près de 3,5% en 2009, les données récentes indiquent un recul de la performance économique dans quasiment tous les principaux pays industriels d'Europe et d'Amérique. En effet, la croissance s'est ralentie récemment dans la plupart des pays, suite à la transmission des chocs subis sur les marchés financiers à la sphère réelle. Il est probable que cette tendance à la baisse se poursuive au regard des données récentes du premier trimestre 2009. En effet, la production globale pourrait reculer de 2,6%, marquant ainsi une récession mondiale contre une croissance annuelle du PIB réel de 3,8 % en 2004-2007 et 2,1% en 2008. (UNDESA, mai 2009).

10. Ce ralentissement est lié, pour l'essentiel, à la baisse de la demande de l'économie américaine. La croissance des échanges mondiaux a reculé pour s'établir à 3,3 % en

2008, contre 7,2 % en 2007 (FMI, avril 2009), essentiellement en raison de la baisse des importations des Etats-Unis. Les importations américaines, qui représentent près de 15 % des échanges mondiaux, ont accusé un recul au cours de chaque trimestre, depuis le quatrième trimestre de 2007, et ont chuté de 7 % au cours du deuxième trimestre de 2008. Les échanges mondiaux devraient se contracter de l'ordre de 11% en 2009.

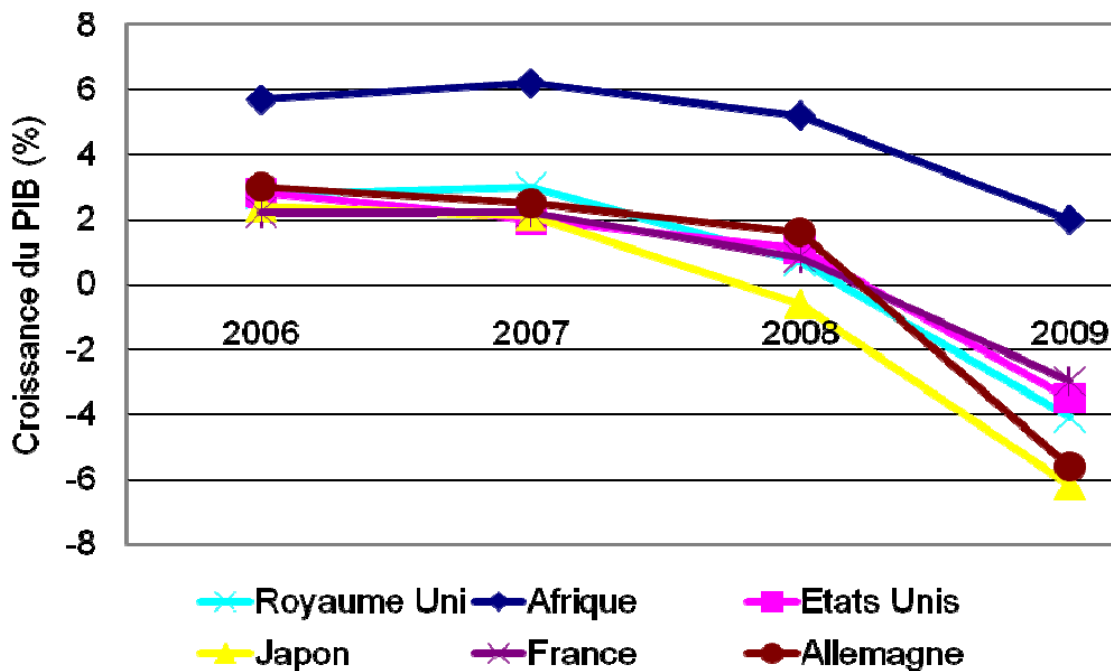
11. L'envolée des cours des produits de base, en particulier ceux du pétrole et des denrées alimentaires, a aggravé l'inflation mondiale en 2008, poussant l'inflation des prix à la consommation à son niveau le plus élevé au cours des dix dernières années. L'inflation était nettement plus élevée dans les pays en développement et dans les pays en transition que dans les pays développés. Cependant, au cours du deuxième semestre de 2008, les poussées inflationnistes ont baissé rapidement, suite à la chute des cours mondiaux des produits de base et au fléchissement de la demande mondiale. On s'attend à ce que le ralentissement économique réduise davantage les poussées inflationnistes en 2009. Le taux de l'inflation mondiale des prix à la consommation, mesuré sur une base de 12 mois, s'établira en dessous du niveau record de plus de 6 % enregistré récemment. Les politiques économiques seront appelées à relever, d'une manière générale, le défi d'éviter un ralentissement net et prolongé de la croissance de la production.
12. On s'attend à ce que la situation du chômage se détériore dans la plupart des régions en 2009, ce qui pourrait réduire à néant la plupart des acquis en termes d'emploi, du fait du ralentissement économique mondial. On constate un changement de tendance de l'emploi dans de nombreux pays au cours du second semestre de 2008, le chômage ayant grimpé dans certains pays (Etats-Unis), tandis que la consommation, la production et les échanges baissaient, réduisant ainsi la demande de main-d'œuvre.
13. La croissance dans la plupart des pays émergents accusera un recul, passant de 7,4 % en 2007 à 5,7 % en 2009, suite à la baisse de la demande intérieure consécutive aux politiques plus strictes visant à juguler l'inflation galopante et à la baisse des exportations vers les pays industriels et d'autres pays émergents. Cependant, la performance économique dans les pays émergents est de moins en moins tributaire de la croissance dans les pays industriels, par rapport à il y a dix ans (Banque mondiale, 2008).
14. Pour les pays émergents qui sont essentiellement des importateurs de produits de base, l'on s'attend à ce que le repli des cours mondiaux des matières premières contribue à enrayer le ralentissement de la croissance et à réduire l'inflation. En revanche, la

croissance dans de nombreux pays exportateurs de produits de base sera affectée. Cependant, on suppose que bien que la croissance de la demande mondiale pour la plupart des produits de base ralentira, après la croissance rapide des dernières années, il est peu probable qu'elle chute comme ce fut le cas au cours des crises mondiales précédentes.

15. S'agissant des pays industriels en tant que groupe, la croissance du PIB réel en 2008 est ressortie à 0,8 %, tandis que la croissance en 2009 devrait enregistrer un taux négatif d'environ -3,9 % (UN/DESA, 2009). Dans les pays émergents, la situation varie tout comme les politiques adoptées, mais les perspectives générales indiquent la poursuite d'une croissance économique suffisamment robuste, en dépit du ralentissement dans les pays industriels.

16. L'évolution de la croissance dans certains pays importants accuse une tendance à la baisse, tel qu'il ressort du graphique ci-dessous.

Graphique 1: Croissance du PIB et projection, mai 2009



Sources : Perspectives économiques mondiales mises à jour, FMI, avril 2009 ; UN/DESA, fondées sur les Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et les sources nationales, 2009.

17. Le principal risque pour la croissance mondiale tient au fait que les perturbations actuelles sur les marchés financiers pourraient réduire encore la demande intérieure dans les économies développées et créer davantage d'effets d'entraînement majeurs sur les marchés émergents et dans les pays en développement. La croissance dans les pays émergents qui sont très tributaires des flux de capitaux pourrait en pâtir en particulier. En outre, un certain nombre d'autres risques demeurent importants. La politique monétaire doit relever un important défi : assurer l'équilibre entre le risque d'accroissement de l'inflation, d'une part, et celui du ralentissement de l'activité économique, d'autre part, bien qu'un repli éventuel des cours du pétrole puisse réduire les poussées inflationnistes. Les échanges mondiaux seront affectés et l'activité économique dans les pays émergents accusera également un net recul.
18. Bien que l'économie mondiale pourrait commencer à se redresser progressivement au cours de 2010, l'adaptation à la nouvelle architecture financière qui émergera au cours des prochaines années sera un long processus qui pourrait ralentir l'activité économique pendant longtemps. L'aggravation de la crise financière aux Etats-Unis et son extension aux principaux pays européens serait de nature à ralentir sensiblement l'activité économique dans les pays à revenu élevé. Même si la confiance dans les marchés de crédit mondiaux devait être rétablie rapidement, la baisse du volume de ressources financières disponibles pour les entreprises et les consommateurs, associée à un ralentissement de la demande mondiale, constituerait les prémises d'une récession qui pourrait perdurer pendant toute l'année 2009 dans les principales économies, notamment les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et les autres nations.

a. Etats-Unis

19. Les Etats-Unis, qui sont la principale économie du monde et l'épicentre des récents problèmes financiers, méritent de retenir une attention particulière dans le contexte international actuel. La justification de cette attention et la compréhension des risques y relatifs découlent de l'examen des mécanismes par le truchement desquels l'évolution de l'économie américaine peut affecter le reste du monde. Il en existe essentiellement deux : le commerce et le mécanisme financier. Ce dernier a un effet plus immédiat, compte tenu des liens financiers transfrontaliers ou de l'intégration inhérente à la mondialisation. Ainsi, une baisse de la valeur des actifs aux Etats-Unis – l'épicentre de la crise financière – due à une récession se traduirait également par un recul de la valeur des actifs dans les

économies où il existe d'importants liens croisés. Les Etats-Unis sont également le centre du système financier international, d'où la gravité de la crise et l'effet de contagion à la baisse potentiel pour le reste de l'économie mondiale. Le monde a pâti des conséquences du mécanisme financier au cours des derniers mois. La plupart des bourses à travers le monde ont accusé des baisses importantes, certaines ayant suspendu leurs cotations. La plupart des banques centrales des pays développés ont également pris des initiatives afin de sauver leur système financier en y injectant de la liquidité. Les experts prévoient déjà une récession profonde et de longue durée dans les pays développés.

20. Le premier mécanisme, le commerce, a reçu moins d'attention jusqu'ici. Ceci pourrait tenir au fait que, à la différence du mécanisme financier, les conséquences des échanges se manifestent avec un certain décalage, leur impact mettant du temps à se faire sentir. Les échanges constituent une composante non négligeable de l'économie mondiale et leur niveau a progressé au fil des années. Au cours des dernières décennies, les taux de croissance des échanges mondiaux ont été constamment supérieurs au taux de croissance du PIB mondial. Par conséquent, les ratios échanges mondiaux/PIB ont crû rapidement. Cependant, cette progression demeure limitée à la performance stellaire de quelques pays, notamment la Chine. En dépit de la création de l'UE et de la performance des pays émergents, les Etats-Unis demeurent la principale économie au monde, selon la plupart des paramètres. Les Etats-Unis sont le principal importateur au monde et la plupart des pays d'Asie, y compris la Chine, dont les économies reposent sur les exportations, tirent la majeure partie de leur revenu des exportations vers le marché américain. Cependant, il convient de souligner que la croissance du PIB de la Chine est induite essentiellement par l'investissement intérieur. Néanmoins, les perspectives de récession aux Etats-Unis affecteront les revenus des exportations de la Chine. A son tour, ceci affectera la capacité de la Chine à importer des biens des pays africains riches en ressources naturelles.

21. Bien que l'économie américaine soit fragile depuis 2007, jusqu'à la mi-2008, le principal obstacle a été la baisse sensible du secteur de l'immobilier, tandis qu'une ferme demande extérieure et un important train de mesures budgétaires permettaient à l'économie de continuer de croître à un rythme modéré. La situation s'est détériorée considérablement au cours du second semestre de 2008, suite à l'aggravation de la crise du crédit. Face à cette crise financière, le gouvernement a resserré considérablement sa politique, notamment en adoptant la Loi sur la stabilisation d'urgence de l'économie (EESA) qui, entre autres mesures, a alloué 780 milliards de \$ à la recapitalisation des banques par l'Etat. La mise en œuvre efficace de cette loi, ainsi que l'assouplissement de la politique

monétaire, pourraient contribuer à stabiliser à terme les marchés financiers. Les perspectives de base prévoient une croissance du produit intérieur brut (PIB) de -3.5 % en 2009, contre une croissance positive de 1,1 % en 2008. Les risques d'une récession plus profonde et longue demeurent élevés, au cas où toutes les mesures prises ne permettraient pas de dégeler les marchés du crédit à court terme.

22. Ce ralentissement dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie affecte la création d'emplois. En 2008, les pertes d'emplois concernaient essentiellement le bâtiment et le secteur manufacturier, mais elles s'étendent, à présent, à la quasi-totalité des secteurs, y compris les services. Le chômage a grimpé pour s'établir à plus de 6 % au cours du second semestre de 2008, contre seulement 4,5 % en 2007. On s'attend à ce que le taux du chômage dépasse 7 % en 2009.

23. Après avoir grimpé pour atteindre un taux annuel record de 5,6 % à la mi-2008, l'inflation globale s'est décélérée, suite à l'envolée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. L'inflation de base est demeurée nettement supérieure à 2 %, ce niveau étant considéré comme la limite supérieure de la zone de sécurité pour la Réserve fédérale (Fed). Toutefois, suite à la chute brutale de l'activité économique, en l'absence d'autres augmentations des cours des produits de base, et compte tenu de la baisse sensible attendue de l'inflation à partir de fin 2008, les perspectives pour 2009 indiquent que l'inflation de base tomberait en dessous de 2 %.

b. Japon

24. La croissance économique du Japon s'est ralentie, passant de 2,1 % en 2007 à -0,6 % en 2008 (UN/DESA, 2009). Ce taux de croissance était le plus faible parmi les pays développés. L'économie nipponne devrait demeurer en récession jusqu'à la fin du premier semestre de 2009 avant de retrouver des taux de croissance positifs au cours du troisième trimestre de 2009. L'appréciation du yen par rapport au dollar au cours des derniers mois et le fléchissement des exportations vers les Etats-Unis, ainsi que le ralentissement de la demande intérieure et le pessimisme ambiant dans les milieux d'affaires et parmi les consommateurs japonais amènent à prévoir une baisse plus sensible de la croissance du PIB réel qui s'établirait à -7.1 % en 2009. Ces prévisions prennent en compte trois facteurs négatifs qui influent sur la croissance nipponne : i) à présent, les cours mondiaux du pétrole sont plus élevés que prévu et ont une incidence négative sur la croissance économique nipponne ; ii) on s'attend à une croissance plus faible que prévu de la demande sur les principaux marchés à l'exportation du Japon (notamment les Etats-Unis et

la Chine) ; et iii) une croissance très faible des revenus réels des ménages et les attentes des milieux d'affaires en ce qui concerne les besoins d'investissement en matière de développement des capacités témoignent de la persistance d'une faible croissance de la demande intérieure. Compte tenu de toutes ces conséquences néfastes, la marge de manœuvre des autorités japonaises est mince en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures de redressement.

25. D'une manière générale, les prix à la consommation augmentent, suite à l'envolée des prix de l'énergie et des produits de base. Cependant, le taux d'inflation sera modéré, parallèlement au ralentissement de l'économie mondiale, à la baisse des cours des produits de base et à l'appréciation du yen. En 2008, le taux d'inflation devrait s'élever à 1,6 %, puis reculer pour s'établir à 1,1 % en 2009. En principe, ceci pourrait amener la Banque du Japon à accroître les taux d'intérêt à court terme, mais la faiblesse de l'économie à court et moyen terme pourrait dissuader pareille initiative.

c. Zone euro

26. Dans la zone euro, la croissance du PIB réel était plus robuste que prévu au cours du premier trimestre de 2008, en raison essentiellement d'une progression plus élevée que prévu de la croissance annuelle du PIB réel qui a atteint 5 % en Allemagne et une remontée en Italie passant d'un taux légèrement négatif à un taux légèrement positif. L'activité économique s'est considérablement ralentie par la suite, l'Allemagne, la France, l'Italie et toute la zone euro affichant une croissance négative du PIB réel. L'Espagne a connu son premier trimestre de croissance négative, depuis 1993, et a enregistré le ralentissement absolu le plus élevé, à partir du second trimestre de 2008.

27. Compte tenu de la croissance légèrement robuste au cours du premier trimestre et de l'effet d'entraînement de la croissance passablement robuste en 2007, les estimations de croissance pour la zone euro, en 2008, devraient être ramenées à seulement 0,9 % (UN/DESA, 2009). Cette faible performance des économies européennes au cours des trois derniers trimestres de 2008 et du premier trimestre 2009 s'est également traduite par une révision à la baisse des prévisions de croissance annuelle en 2009 à -3.7% pour la zone euro et comme suit pour quelques pays : Allemagne : -5.6 % ; France : -3,0 % ; Italie : -4.4 % ; Espagne : -3,0 %.

28. Les causes du ralentissement de la croissance en Europe et des révisions à la baisse des prévisions de la croissance varient considérablement d'un pays à un autre. Cependant, la

plupart des pays au sein et en dehors de la zone euro présentent des caractéristiques communes, notamment l'augmentation du taux d'inflation et la réponse y relative sous forme de politique monétaire. D'une manière générale, les taux d'inflation des prix à la consommation (le principal objectif de la politique monétaire en Europe) ont grimpé au cours des deux dernières années, passant de 2,2 % en 2007 à 3,4 % en 2008, ce qui est nettement supérieur aux objectifs que les autorités monétaires européennes se sont fixés. Face à cette situation, la Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre, la Riksbank de Suède et la Banque nationale suisse ont resserré les politiques monétaires à des degrés divers. Si les taux d'inflation devaient baisser comme prévu, suite à l'effritement des cours mondiaux des produits de base et si la croissance économique devait continuer de se ralentir dans la plupart des pays européens, comme on peut s'y attendre, il serait raisonnable de s'attendre à ce que les banques centrales européennes assouplissent leur politique monétaire, contribuant ainsi à donner un coup de fouet à la croissance, d'ici au second semestre de 2009.

29. Par ailleurs, les données du chômage indiquent une évolution progressive à la hausse, depuis le faible niveau de 7,2 % pour toute la zone euro enregistré au cours du premier trimestre de 2008, atteignant 7,5 % en août et septembre 2008. Les prévisions pour 2009 se situent autour de 8,1 %, ce qui est encore relativement faible, par rapport au taux cyclique précédent de 9 % entre 2002 et 2005 (UN/DESA, 2008).
30. La profondeur de la récession en Europe devrait être comparable à celle des Etats-Unis, en partie parce que le financement des entreprises en Europe est davantage le fait du secteur bancaire, mais également parce que la baisse des cours des produits de base se traduira par une contraction de la demande d'importations aux Etats-Unis.

d. Royaume-Uni

31. Au Royaume-Uni, la croissance en 2008 s'est ralentie pour s'établir à 0.7 % et s'est effondrée à -4.1% en 2009 (FMI, 2009). L'inflation devrait baisser de l'ordre de 3% en 2009, suite au resserrement drastique de la consommation des ménages consécutive au niveau élevé d'endettement, au durcissement du crédit à la consommation et à l'augmentation du chômage.
32. Compte tenu des preuves d'un ralentissement notable de l'économie britannique, les difficultés du système financier et de la baisse des poussées inflationnistes, la Banque

d'Angleterre a commencé à assouplir sa politique monétaire afin d'adoucir la situation de liquidité et les conditions de crédit.

e. Pays émergents

33. Dans les pays émergents d'Asie, la croissance s'est quelque peu ralentie en 2008. En Chine, la croissance est passée de 13 % en 2007 à 9 % en 2008. Selon le FMI, l'Inde est restée l'une des locomotives de la production mondiale, enregistrant un taux de croissance de 7.3 % en 2008, contre 8,6 % au cours des quatre dernières années. Cette tendance baissière pourrait persister en 2009, le taux de croissance demeurant supérieur à 6.0 % en Chine et l'Inde continuant d'afficher un taux de croissance de l'ordre de 5.0 %.
34. Néanmoins, le ralentissement de la croissance économique dans de nombreuses régions du monde, en particulier en Amérique du Nord et en Europe, pourrait réduire le fort taux de croissance des exportations chinoises qui constituent le moteur de l'économie chinoise. La croissance économique de la Chine semble également se ralentir, du fait de la décélération de la croissance des investissements, en particulier dans le secteur immobilier. Ceci s'explique, en partie, par les efforts déployés par le gouvernement en vue de contenir l'inflation galopante et de limiter le surinvestissement spéculatif dans l'immobilier. A mesure que l'inflation faiblit, suite à la baisse des cours de certaines denrées alimentaires importantes, le gouvernement pourrait assouplir certaines mesures de resserrement récentes afin d'assurer un taux de croissance économique permettant d'employer la main-d'œuvre croissante dans les secteurs non agricoles de l'économie. La croissance légèrement inférieure à la moyenne des cinq dernières années, mais se situant encore dans la fourchette de 9 à 10 %, offre des perspectives raisonnables. Selon le FMI, le taux de croissance de la Chine devrait se ralentir, passant de 10,8 % en 2008 à 7,5 % en 2009. Mais le train de mesures incitatives, dont le coût est estimé à 586 milliards de \$, annoncé récemment par le gouvernement pourrait ramener la croissance de la Chine à 8,5 % en 2010.
35. S'agissant de l'Inde, tout semble indiquer également que la croissance se soit quelque peu ralentie par rapport au niveau de 9 % enregistré au cours des deux dernières années. S'agissant de 2009, une révision à la baisse des prévisions de la croissance, qui passerait à 4.5 %, semble raisonnable. Ce ralentissement de la croissance de l'économie indienne reflète en partie les efforts visant à enrayer et à renverser la forte tendance à la hausse

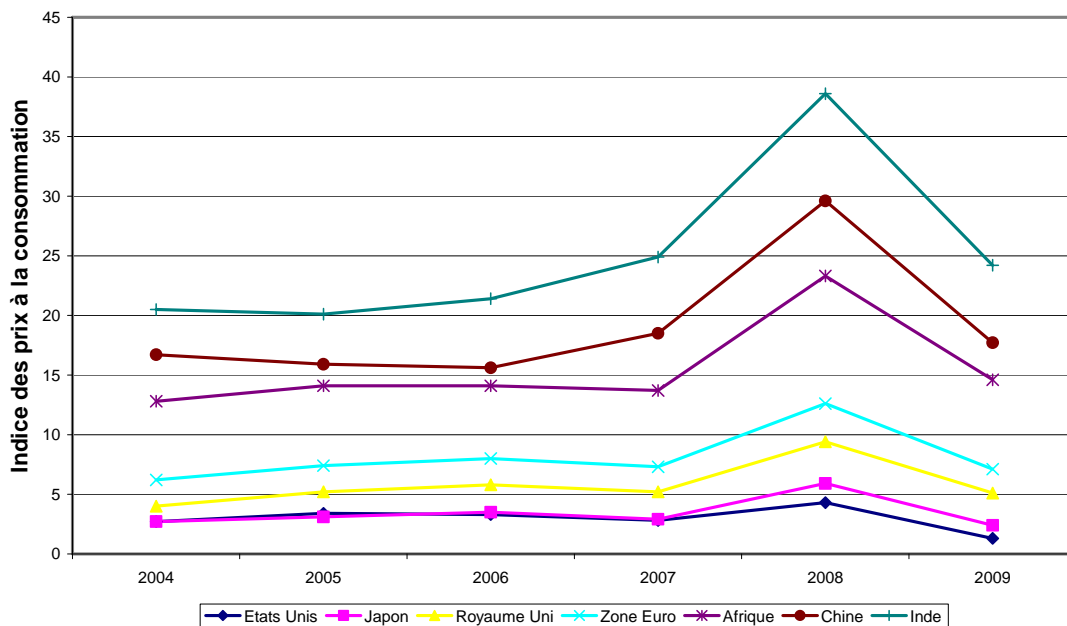
du taux d'inflation, qui constitue une question particulièrement sensible sur le plan politique en Inde.

36. Dans les autres pays émergents d'Asie, après un premier trimestre au cours duquel la croissance était généralement robuste, celle-ci s'est considérablement décélérée au cours du second trimestre, Hong Kong, Singapour et Taiwan affichant tous un fort taux de croissance négative du PIB et la Corée du Sud continuant d'enregistrer une croissance assez faible. La baisse des exportations de produits manufacturés vers les pays industriels et la Chine constitue la principale cause de ce ralentissement. La contraction de la demande intérieure est également manifeste, en particulier en Corée.

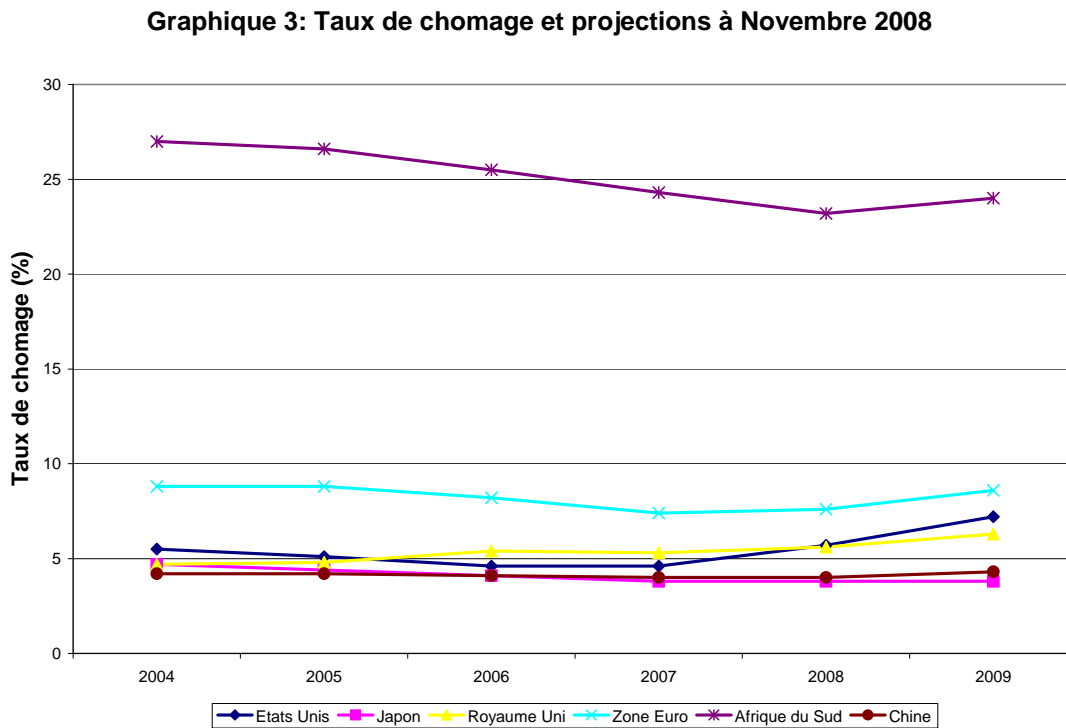
37. La situation de l'emploi dans certains pays a également commencé à présenter des signes de détérioration. Les statistiques récentes pour Hong Kong, Singapour et Taiwan indiquent une remontée des taux du chômage à partir de la mi-2008. D'une manière générale, compte tenu du ralentissement de la croissance économique en Asie, on s'attend à ce que le taux de chômage dans de nombreux pays progresse encore d'environ 1 point de pourcentage en 2009, par rapport à 2008 (UN/DESA, 2008).

Graphique 2 : Indices des prix à la consommation et projections, novembre 2008

Graphique 2: Indices des prix à la consommation et projections, Novembre 2008



Graphique 3 : Taux de chômage et projections à novembre 2008



1.2 Evolution des cours des produits de base

38. L'effondrement récent des cours du pétrole brut et des denrées alimentaires marque la fin de ce qu'il est convenu de considérer comme le boom sans précédent des cours des produits de base au cours du dernier siècle. A l'instar des précédents booms, celui-ci était induit par une forte croissance de l'économie mondiale et a pris fin suite au ralentissement soudain de celle-ci, provoqué par la crise financière.

39. Entre le début de 2003 et la mi-2008, les cours du pétrole brut ont grimpé de 320 % et les prix des denrées alimentaires échangées au niveau international de 138 % (Banque mondiale, 2008). Les prix de la quasi-totalité des produits de base ont atteint des niveaux record au début de 2008 ou à la mi-2008, tandis que ceux de la plupart d'entre eux ont chuté depuis. Par conséquent, l'ère du boom de longue date est révolue, de toute évidence, même si les conséquences sociales et humaines des cours historiques élevés persistent. D'une manière générale, les prix ont baissé, réduisant à néant la plupart des

gains antérieurs. Cependant, ils demeurent plus élevés qu'au début du boom et l'on s'attend à ce qu'ils se maintiennent à des niveaux supérieurs à ceux des années 90 au cours des 20 prochaines années, compte tenu de la demande de céréales induite par les biocombustibles. Au cours des cinq prochaines années, les prix réels des denrées alimentaires à l'échelle mondiale devraient demeurer supérieurs de 25 % à leur niveau des années 90 (FMI, 2008).

a. Pétrole brut

40. Les cours du pétrole brut ont baissé, passant de 143 \$/baril au début de juillet 2008 à moins de 50 \$/baril à la mi-novembre 2008. Cette baisse des cours s'explique par la contraction de la demande dans les pays industriels, l'appréciation du dollar et les préoccupations concernant les perspectives de la demande, suite à la crise financière. La chute des cours du pétrole brut a également contribué, dans une large mesure, à la baisse des cours d'autres produits de base, car ces marchés sont de plus en plus liés, en raison des coûts de production et du développement des biocombustibles.

b. Coton

41. Le marché international du coton est tributaire du marché à terme de New York qui est le principal mécanisme international de couverture des risques de prix et de détermination des prix. Les cours du coton sont demeurés relativement inchangés aux États-Unis, ce qui laisse présager un retour de la stabilité sur les marchés. Ceci est la résultante d'une combinaison de facteurs, notamment le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, les incertitudes sur les marchés financiers et la demande plus faible que prévu dans les pays développés pour les textiles à base de coton.

42. Au cours des années 2007-08, les cours du coton étaient de nouveau supérieurs à leur fourchette à long terme de 50-60 cents/livre. A partir d'août 2007, les prix se situaient autour de 68-69,25 cents/livre pour la Côte d'Ivoire, 68-69 cents/livre pour le Burkina Faso, et 67,75-69,25 cents/livre pour le Mali et 68-68,5 cents/livre pour le Bénin (www.emergingtextiles.com). Sur le marché à terme, les cours du coton pour décembre 2009 se situent, à l'heure actuelle, autour de 70 à 71 cents/livre. Au début de l'année de commercialisation 2009, il ne fait point de doute que le niveau des stocks sera moins élevé qu'en 2008. Au cas où la superficie couverte en coton aux États-Unis diminuerait davantage en 2009, on s'attend à ce qu'il s'ensuive une hausse des prix. Les sombres

perspectives concernant les prix de la récolte 2009 évaluent les prix autour de 65 à 70 cents/livre, soit peu ou pas d'amélioration par rapport au niveau des prix actuels. Des perspectives plus optimistes porteraient sur un niveau de prix avoisinant 80 à 85 cents, voire plus.

c. Café

43. Selon l'OIC, les exportations totales de café Arabica au cours des six premiers mois de l'année calendaire 2008 ont baissé de 2,8 %, par rapport à la période correspondante de 2007. Les exportations au cours du premier semestre de 2008 ont accusé un repli dans certains pays, en particulier au Vietnam (-18,1 %), au Brésil (-6,1 %) et en Inde (-5,5 %), par rapport à leurs niveaux au cours de la même période en 2007 (www.ICO.org). En Amérique centrale, les coûts de production sont relativement élevés, tandis que dans certains pays africains, l'industrie du café a rencontré des difficultés au cours des dernières années. Par-dessus tout, on s'attend à ce que les stocks d'ouverture pendant la campagne agricole 2008-09 soient à leurs niveaux les plus bas, depuis plusieurs années. Cette situation s'est traduite par une remontée des cours sur les principaux marchés de café à travers le monde. Ce redressement des cours s'explique, pour l'essentiel, par la baisse des exportations en provenance du Vietnam, qui est confronté à des aléas climatiques. En outre, l'offre de Robusta d'autres régions, en particulier l'Afrique, a connu une baisse.

1.3. Denrées alimentaires

44. La production mondiale de céréales devrait atteindre un nouveau niveau record en 2008, car la remontée des cours a favorisé l'expansion des superficies couvertes, les conditions climatiques étant généralement bonnes. Selon les prévisions, la production suffirait à satisfaire la consommation escomptée et à assurer la reconstitution des réserves mondiales très entamées. Ces perspectives ont déjà entraîné une baisse sensible des cours mondiaux de la plupart des céréales, par rapport aux niveaux record enregistrés au cours du premier semestre de 2008. Cependant, le rythme et le niveau des baisses de prix, en particulier au cours des dernières semaines, ont été influencés également par la crise sur les marchés financiers internationaux et l'effritement des cours du pétrole brut. Ces évolutions ont accentué les incertitudes relatives à l'évolution des prix et amené certains à se demander si les superficies cultivées ne pourraient pas pâtir de cet état de choses au cours de la prochaine campagne.

45. Il convient de rappeler que le monde a connu également une récolte de céréales record en 2007. Toutefois, les cours mondiaux ont grimpé et de nombreux pays ont dû faire face à de graves crises alimentaires. Le facteur sous-jacent qui sous-tendait l'envolée des cours en 2007-08 était la réduction de l'offre globale dans plusieurs pays exportateurs dont la récolte avait été moins bonne, tandis que d'autres avaient limité leurs exportations par crainte de pénuries de denrées alimentaires. Si les cours devaient demeurer à leurs faibles niveaux en 2008-09 et au cas où les superficies emblavées l'année prochaine s'en ressentiraient, une envolée des cours similaire, voire plus sensible, pourrait intervenir en 2009-10, entraînant des crises alimentaires encore plus graves que celles enregistrées au cours de la dernière campagne.

a. Riz

46. Bien que les cours du riz sur le marché mondial aient baissé ces derniers mois, ce repli ne s'est pas toujours traduit par un recul des prix intérieurs dans les pays importateurs où ils demeurent, dans la plupart des cas, nettement supérieurs au niveau de 2007. Néanmoins, l'amélioration de l'offre, suite aux récoltes abondantes en 2008, devrait réduire davantage les prix intérieurs en 2009 dans de nombreux pays producteurs, créant de meilleures perspectives pour le consommateur. A compter de juin 2008, les pénuries qui ont dominé le marché mondial du riz au cours du premier semestre de 2008 ont commencé à se résorber, depuis la mise sur le marché des nouvelles fournitures de riz consécutives aux récoltes secondaires en 2007. L'appréciation du dollar américain, qui a gagné en moyenne 10 % par rapport aux principales monnaies entre la mi-juin et la mi-octobre 2008, a également contribué à la chute des prix. Cependant, jusqu'ici, les cours mondiaux du riz ont été plus fermes que ceux du blé ou du maïs et devraient dépasser de 78 % le niveau enregistré en octobre 2007. Cette baisse a été contenue jusqu'ici, grâce aux politiques mises en place dans plusieurs pays exportateurs, en particulier les restrictions à l'exportation en Egypte et en Inde, et les achats de riz au plan interne par le gouvernement en Thaïlande (FAO, 2008). Il convient de souligner, cependant, que la baisse constante des prix amène les gouvernements à mettre moins l'accent sur les consommateurs au profit des producteurs, ce qui contraste beaucoup avec les mesures prises au cours de la première moitié de l'année, lorsque l'inflation des prix des denrées alimentaires consommées au niveau national était au centre des préoccupations. Par conséquent, plusieurs d'entre eux interviennent de manière vigoureuse afin de soutenir les prix des produits agricoles.

47. On s'attend à ce que les importations de riz dans les pays africains pâtissent, en 2009 en particulier, du fait du ralentissement économique. Les importations de riz dans la région sont essentiellement le fait du secteur privé qui pourrait être davantage exposé aux risques d'une baisse mondiale du niveau de trésorerie par rapport aux entreprises commerciales étatiques. Aussi, y a-t-il lieu de s'attendre à ce que de nombreux pays africains réduisent leurs importations par rapport à 2008, en dépit des perspectives de baisse des cours mondiaux. Le rétablissement des droits à l'importation au Nigeria pourrait également réduire les importations de riz en Afrique de l'Ouest en 2009.

b. Blé

48. Les prévisions de bonnes récoltes ont maintenu la tendance à la baisse des cours mondiaux du blé, depuis le début de la campagne. Lorsqu'il est apparu qu'en 2008, la production mondiale atteindrait un nouveau niveau record, les cours ont commencé à chuter. La levée des restrictions à l'exportation à l'échelle mondiale a confirmé l'existence d'importantes fournitures à l'exportation, ce qui a accéléré la baisse des prix. Ces derniers mois, les cours ont été influencés également par l'évolution sur les marchés financiers et les préoccupations croissantes concernant un ralentissement économique susceptible de réduire la demande. En octobre, la majeure partie des prix à l'exportation du blé était inférieure de près de 50 % à leurs niveaux record de mars 2008 (FAO 2008). Les prix de toutes les catégories de blé ont poursuivi leur chute libre en novembre et décembre 2008, atteignant leur niveau le plus bas en 2 années, pour ainsi dire.

49. Compte tenu des perspectives d'une récolte mondiale de blé record en 2008-09, les cours du blé pourraient afficher une tendance à la baisse plus forte à court terme, à moins que des difficultés imprévues liées à la production et à la récolte ne surgissent. Les principales augmentations de la production attendues dans les pays producteurs de blé sont indiquées ci-après : Canada : 25 % ; Union européenne : 17 % ; Etats-Unis : 16 % ; Chine : 3 % ; et Inde : 1 %. En outre, on s'attend à ce que la production de blé de l'Australie soit de 83 % supérieure à celle de l'année dernière qui avait été ravagée par la sécheresse, bien qu'il reste encore plusieurs mois avant la récolte de cette année. On s'attend à ce que la production soit inférieure en Argentine, compte tenu de la réduction des superficies cultivées, du fait des problèmes politiques.

1.4. Implications pour les économies ouest-africaines

50. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, une stabilité politique raisonnable et une bonne tenue des cours des produits de base constituent les principaux facteurs qui ont sous-tendu les taux de croissance annuels supérieurs à 5 % enregistrés au cours des quatre dernières années dans de nombreux pays de la sous-région. Jusqu'ici, tout semble indiquer que ces principaux facteurs seront maintenus, en espérant que la situation en Guinée et l'état de rébellion au Mali, au Niger et au Nigeria commenceront à s'améliorer enfin. De nombreux pays de la sous-région ont en commun certaines caractéristiques, notamment la forte croissance enregistrée ces dernières années, qui est intimement liée à l'envolée des cours mondiaux des produits de base, en particulier ceux du pétrole brut, du coton, du cacao et d'autres ressources minérales. Bien que les cours du pétrole brut aient baissé considérablement par rapport à leurs niveaux record du début de 2008, ils demeurent élevés. Il s'ensuit que la croissance ne continuera pas de s'accélérer dans la sous-région et pourrait se ralentir quelque peu. Mais elle ne s'effondrera pas, pour autant que les cours mondiaux des produits de base demeurent raisonnablement stables. Un ralentissement plus sensible se traduirait par de graves difficultés pour un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest qui sont tributaires des exportations de produits de base.

51. S'agissant de l'avenir, il y a lieu de s'attendre à ce que les évolutions négatives récentes s'accroissent. De toute évidence, ceci se traduirait par une baisse particulièrement sensible de la croissance des investissements dans les pays d'Afrique de l'Ouest et un recul des exportations, à mesure que la demande d'exportations des pays à revenu élevé diminue et compte tenu de l'inflation rampante qui pourrait croître davantage dans certains pays. Dans ces conditions, la croissance du PIB en Afrique de l'Ouest tomberait en deçà de la moyenne des quatre dernières années. La reprise en 2010 dépendra d'une amélioration relativement rapide de la situation financière et de la croissance dans les pays à revenu élevé, bien que cette perspective recèle de nombreuses incertitudes, à l'heure actuelle.

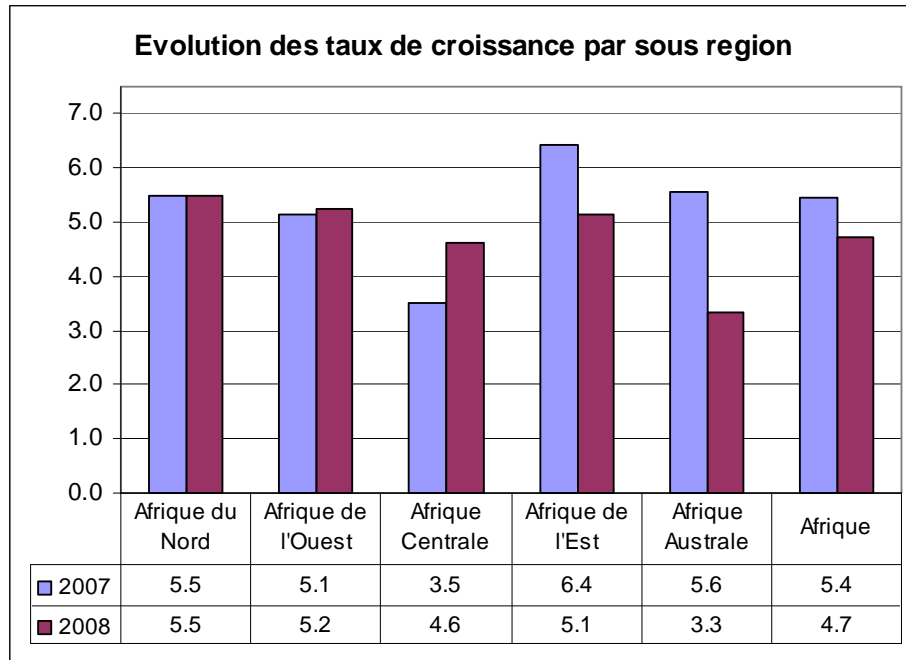
52. En fait, on s'attend à ce que la croissance en Afrique de l'Ouest, en 2009, varie considérablement d'un pays à un autre, selon la dépendance des flux extérieurs et des prêts bancaires pour financer l'investissement, les liens commerciaux avec les pays à revenu élevé très affectés et le niveau de participation des banques étrangères au secteur financier national. Par ailleurs, les réponses stratégiques à la crise joueront un rôle primordial dans la détermination des perspectives économiques à court terme de la sous-

région. La réduction des flux de capitaux étrangers vers la région pourrait réduire davantage la croissance dans les pays qui doivent financer d'importants déficits du compte courant ; il existe un risque de problèmes potentiels liés au financement de la balance des paiements.

1.5 L'économie Africaine en 2008

53. Après plus de cinq ans de croissance soutenue, les performances de l'économie africaine ont été marquées par un ralentissement en 2008 avec un taux de croissance de 5% contre 5.9% en 2007. Les moteurs de cette croissance que sont l'exploitation et l'exportation de produits à faible valeurs ajoutées minières et agricoles, ont commencé à donner des signes de fragilité en liaison avec les crises financière et économique mondiales.
54. Aidés par les prix élevés du pétrole sur une grande partie de l'année 2008, les pays producteurs de pétrole qui représentent environ 52.8% du PIB du continent ont encore une fois tiré la croissance avec un taux de 5.7% contre 4.2% pour les pays non exportateurs de pétrole.
55. Au niveau sous régional, l'Afrique de l'Est, région non exportatrice de pétrole, continue de mener les performances de croissance avec 5.6% grâce au dynamisme des économies de la RDC, de l'Éthiopie, de la Tanzanie et de l'Uganda. La croissance en Afrique du Nord (5.2%) est restée tirée par la performance du secteur des hydrocarbures. L'Afrique Centrale constitue la seule sous région où la croissance a augmenté significativement de près d'un point pour se situer à 5.0% grâce à la reprise de la production pétrolière en République du Congo. La croissance est restée soutenue en Afrique de l'Ouest (5.2%) grâce à la production pétrolière au Nigeria, et à une bonne tenue de l'agriculture dans pratiquement tous les pays de la sous région. L'Afrique australe demeure la sous région la moins performante avec 4.3% de croissance en 2008 imputable au ralentissement des activités minières en Afrique du Sud. Le graphique ci-dessous compare les évolutions économiques des cinq sous régions du continent africain.

Graphique 4: Croissance du PIB par sous région (%)



Source : calculés à partir des données UNDESA, CEDEAO, UEMOA et pays

56. Ces performances sont restées associées à un niveau élevé d'inflation imputable à la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires, et pour certains pays, aux pressions exercées par la demande. Le niveau moyen des prix est ressorti à environ 15.0% en Afrique subsaharienne (hors Zimbabwe) avec un pic de près de 44.2% pour l'Ethiopie. Ces pressions inflationnistes ont mis à mal les économies de l'ensemble des pays qu'ils soient importateurs nets ou non d'énergie. Cela a résulté en de fortes pressions sur la balance courante et des tensions de liquidités au niveau des finances publiques, résultantes des tentatives des états à subventionner les prix locaux pour protéger le pouvoir d'achat des ménages.

57. Cette dynamique des économies africaines sur les deux dernières années a remis sur le tableau les faits stylisés suivants : (i) une faible diversification de la production reposant sur quelques produits primaires miniers et agricoles d'exportation, rendant les économies vulnérables aux chocs externes de demande et de termes de l'échange ; (ii) une extrême dépendance aux importations pour la satisfaction des besoins alimentaires en contraste avec la forte dotation en terres agricoles, en eaux, en marchés et en main d'œuvre du

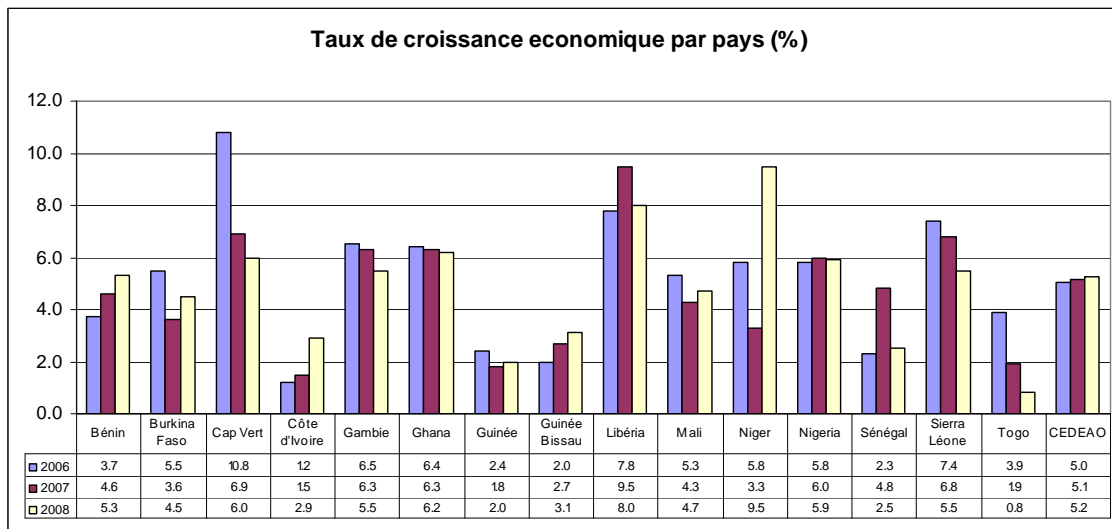
continent ; (iii) une offre insuffisante en énergie électrique; et (iv) une faible utilisation des opportunités offertes par l'intégration régionale.

DEUXIEME CHAPITRE : EVOLUTIONS RECENTES DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

2.1 Evolution économique récente en Afrique de l'Ouest

58. En Afrique de l'Ouest, la croissance du produit intérieur brut est restée soutenue à 5.2% en 2008 contre 5% en 2007, grâce à la production pétrolière du Nigeria, à la bonne tenue de l'agriculture dans pratiquement tous les pays de la sous région et à l'amélioration du climat politique en Cote d'Ivoire. Les pays les plus performants avec une croissance bien au-dessus de la moyenne sous régionale, sont le Niger (9.5%), le Liberia (8.0 %), le Ghana (6.2%), le Cap Vert (6.0%), et le Nigeria (5.9%). Les pays aux taux de croissance les plus faibles sont le Togo (0.8%), la Guinée (2%), la Côte d'Ivoire (2,9%), la Guinée Bissau (3.1%) et le Sénégal (3.9%).

Graphique 5: Taux de croissance économique par pays en Afrique de l'Ouest (%)



Source : CEDEAO et Calculs CEA

59. Cette tendance quoique appréciable repose encore sur les exportations de produits de rentes miniers et agricoles. L'agriculture a bénéficié d'une pluviométrie bien répartie dans l'espace et dans le temps dans la plupart des pays de la zone. Les risques liés à la forte dépendance de l'agriculture de la bonne tenue des pluies, soulignent encore une fois la nécessité de la maîtrise de l'eau comme élément essentiel de stabilité de l'offre de production. De même, la dépendance des pays à un nombre limité de produits à faible valeur ajoutée accroît la vulnérabilité de la sous région aux chocs liés à la volatilité des prix des produits de rentes, et aux fluctuations de la demande.

60. Le déficit en infrastructures de base telle que l'énergie électrique a été un facteur limitatif à la performance du tissu industriel embryonnaire. En effet, les économies des pays ont été rythmées tout le long de l'année, par les coupures d'électricité du fait de la vétusté des centrales électriques et des réseaux de transports, et du manque d'investissements nouveaux dans ce secteur. Il est estimé que moins de 20% de la population a accès à l'électricité. L'accès durable à l'énergie est une des contraintes majeures à lever pour placer la sous région sur la voie d'une diversification de son économie. Aussi, il est important de noter le rôle clé que devrait jouer le programme énergétique de la Commission de la CEDEAO qui vise à assurer l'accès durable à l'énergie à un coût abordable dans la sous région Ouest Africaine. Ce programme qui s'inscrit dans une perspective de coopération sous régionale, promeut l'utilisation efficiente des ressources sous régionales à travers des politiques énergétiques nationales harmonisées. La mise en œuvre effective des projets identifiés sous ce programme tels que : (i) le gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (GAO) ; (ii) le projet régional de régulation du secteur de l'énergie ; (iii) le centre des énergies renouvelables ; et (iv) la politique régionale de la CEDEAO pour l'accès à l'énergie, pourrait apporter une solution durable à la crise de l'énergie en Afrique de l'Ouest.

61. Au niveau conjoncturel, l'un des principaux challenges de la gestion macroéconomique au cours de l'année 2008 a été la maîtrise des prix. Aucun pays de la zone n'a pu respecter le critère de convergence de 3% d'inflation. Les fortes volatilités des prix du pétrole et des céréales ont mis à mal les équilibres internes et externes. En moyenne, les prix ont cru de 10.9 % pour l'ensemble des quinze pays de la sous région, contre 5.6 % en 2007, tirés par les produits alimentaires et l'énergie. La moyenne des prix a atteint 8.1 % dans les pays de l'UEMOA contre 2.1 en 2007, ce qui constitue un record depuis l'impact inflationniste de la dévaluation du FCFA en 1994. Les pays de la ZMAO à l'exception du

Cape Vert et de la Gambie, ont retrouvé un niveau d'inflation à deux chiffres avec une moyenne de 11.8 %.

62. Les finances publiques ont été fortement sollicitées par les Etats pour limiter les impacts des chocs inflationnistes liés aux prix des biens alimentaires et énergétiques. Les subventions des produits pétroliers et alimentaires pour limiter la transmission de la hausse des prix internationaux au panier de la ménagère ont créé une situation exsangue de liquidité des finances publiques dans la plupart des pays. Hormis le Nigeria, qui a bénéficié de la hausse historique des prix du pétrole dans le premier semestre de l'année, le déficit budgétaire s'est fortement dégradé en 2008 pour se situer à -8.4% du PIB dans l'ensemble de la zone.

63. Au niveau politique, la sous région a été marquée par l'élection présidentielle transparente au Ghana qui constitue un exemple à suivre dans une sous région marquée par des conflits internes. En Cote d'Ivoire, grâce à l'accord de paix de Ouagadougou, les autorités ont pu entamer les négociations avec ses partenaires financiers et un programme d'assistance d'urgence post conflit. La paix retrouvée en Sierra Léone et au Liberia ont permis à ces pays de poursuivre leurs programmes de reconstruction après les conflits. Malgré le coup d'Etat en Guinée, les autorités ont engagé le dialogue avec les partenaires internes et externes, et envisagent d'organiser des élections libres et transparentes. Ces développements sont encourageants dans la mesure où ils contribuent au renforcement de la stabilité politique susceptible de sécuriser les investissements dans la sous région.

2.1.1 Evolution sectorielle du PIB

LE SECTEUR PRIMAIRE

64. Le secteur primaire qui comprend l'agriculture vivrière, l'agriculture d'exportation, la pêche et la sylviculture, est le plus gros pourvoyeur d'emplois qui utilise une proportion de la population active estimée à 70 %. La valeur ajoutée primaire a cru de 5.4% en 2008 pour représenter 30.7 % du PIB.

65. Au niveau du vivrier, en réponse à la flambée des prix, des Etats ont mis en place des politiques structurelles visant l'amélioration de l'offre de produits agricoles locaux. La GOANA au Sénégal et l'Initiative Riz au Mali en sont des illustrations. Ces mesures volontaristes conjuguées à la bonne pluviométrie ont permis une production record de céréales en croissance de près de 15 % en 2008 par rapport à la récolte précédente,

selon une estimation de AGRHYMET/CILSS. La sous région (hors Sénégal et Sierra Leone) aurait produit 52 millions de tonnes de céréales en 2008 contre 45 millions lors de la campagne précédente. En terme d'évolution, le Cap Vert, le pays avec le pourcentage le plus faible au niveau du secteur primaire (10 % du PIB), a quasiment multiplié par quatre sa production de céréales. Le Liberia le pays le plus agricole de la sous région (51.2 % du PIB) a vu sa production de céréales croître de 90.3 %. Cette performance devrait contribuer à atténuer en 2009, les pressions inflationnistes constatées sur les prix des biens alimentaires en 2008.

Tableau 1: Production céréalière en Afrique de l'Ouest

(Millier de tonnes)	Résultats 2007-2008	Prévisions 2008-2009	Evolution (%)
Bénin	1159	1298	12.0
Burkina Faso	3089	4213	36.4
Cap Vert	3	12	300.0
Côte d'Ivoire	1327	1736	30.8
Gambie	207	216	4.3
Ghana	1673	1813	8.4
Guinée	2250	2519	12.0
Guinée Bissau	163	215	31.9
Libéria	155	295	90.3
Mali	3885	4057	4.4
Niger	3369	4626	37.3
Nigeria	26903	30209	12.3
Sénégal	-	-	
Sierra Léone	-	-	
Togo	872	940	7.8
CEDEAO	45055	52149	15.7

Sources: AGRHYMET/CILSS

66. Les performances de l'agriculture d'exportation sont restées mitigées selon les spéculations et les pays. La production de coton connaît un recul au Bénin (-10.3%), en Cote d'Ivoire (-16.4%), au Mali (-13.4%) et au Togo (-14.0%). Au Burkina, la production de coton a connu une augmentation de 45.2% en liaison avec la hausse du prix d'achat bord champ

et la stabilisation du prix de cession des intrants. La production de cacao serait en augmentation de 6.1% en Cote d'Ivoire et de 32.6% au Ghana.

67. Les performances de l'agriculture vivrière démontrent l'importance de l'engagement politique dans la recherche de la sécurité alimentaire. L'agriculture, de part sa taille dans l'économie et le volume d'emplois qu'elle offre, devrait avoir une place de choix dans les stratégies de réduction de la pauvreté et de création de richesse. Pour cela, il convient de lever les barrières pesants tant sur l'offre en assurant un accès sécurisé aux terres, en facilitant le financement de la production locale et l'accès aux intrants.

68. De façon plus pragmatique, l'accès sécurisé aux terres pourrait se faire par la titrisation des terres (baux emphytéotiques, titres fonciers). Cela permettrait de rassurer les investisseurs et sécuriser le crédit. La mise en place de zones d'investissement agricoles à l'instar des zones franches industrielles constituerait un grand pas et faciliterait la création d'entreprises dans la production et la diffusion de semences et d'engrais, et dans le développement de zones irriguées.

69. Au niveau de la demande, il s'agit d'ouvrir davantage le marché sous régional de sorte à minimiser les risques liés aux chocs d'offres et de demande et par conséquent de réduire la variabilité des prix tant pour les consommateurs que pour les producteurs. La mise en place au niveau des chambres d'agriculture de systèmes d'informations sur les produits, l'élimination des tracasseries policières et douanières, le développement d'infrastructures de transport (routier et pistes de déserte rurale, réseau ferroviaire, maritime et fluvial) constitueraient des pas importants dans l'intégration du marché sous régional.

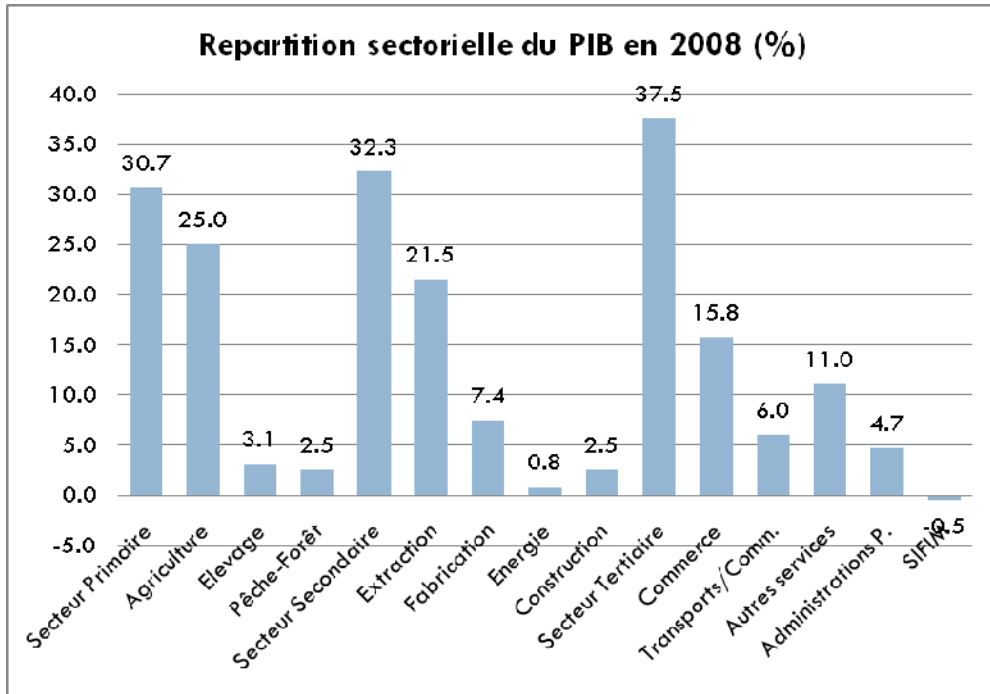
LE SECTEUR SECONDAIRE

70. Le secteur secondaire comprend les industries d'extraction minières, le secteur des utilités (eau et électricité), le secteur manufacturier et la construction. Il représente environ 32.3 % du PIB qui se répartit en 21.5% pour l'extraction minière, 7.4 % pour le secteur manufacturé, 2.5 % pour la construction et 0.8 % pour le secteur de l'énergie. Le secteur secondaire a connu une croissance de 6.4% en 2008, tirée par les industries du pétrole et de l'or.

71. L'industrie minière reste fortement dominante dans la structure du secteur secondaire du Nigeria (pétrole brut), de la Guinée (bauxite) et dans une moindre mesure dans celle de la Sierra Leone (or) et du Mali (or) avec respectivement 32.4 ; 15.5 ; 7.3 et 7.1 % du PIB.

72. Les pays avec un tissu de transformation manufacturière performant relativement à leur PIB sont la Côte d'Ivoire (16.4%), le Burkina Faso (12.3%) et le Sénégal (13.5%). Le Nigeria reste, relativement à son PIB, parmi les moins performants dans la production manufacturière avec seulement 5.2 %. Les autres pays dont la production manufacturière est moins étoffée sont la Sierra Leone (2.5 %), la Guinée (3.6 %), la Gambie (4.0 %), le Niger (5.6 %), et le Liberia (5.6 %).

Graphique 6: Répartition sectorielle du PIB en valeur de l'année 2008



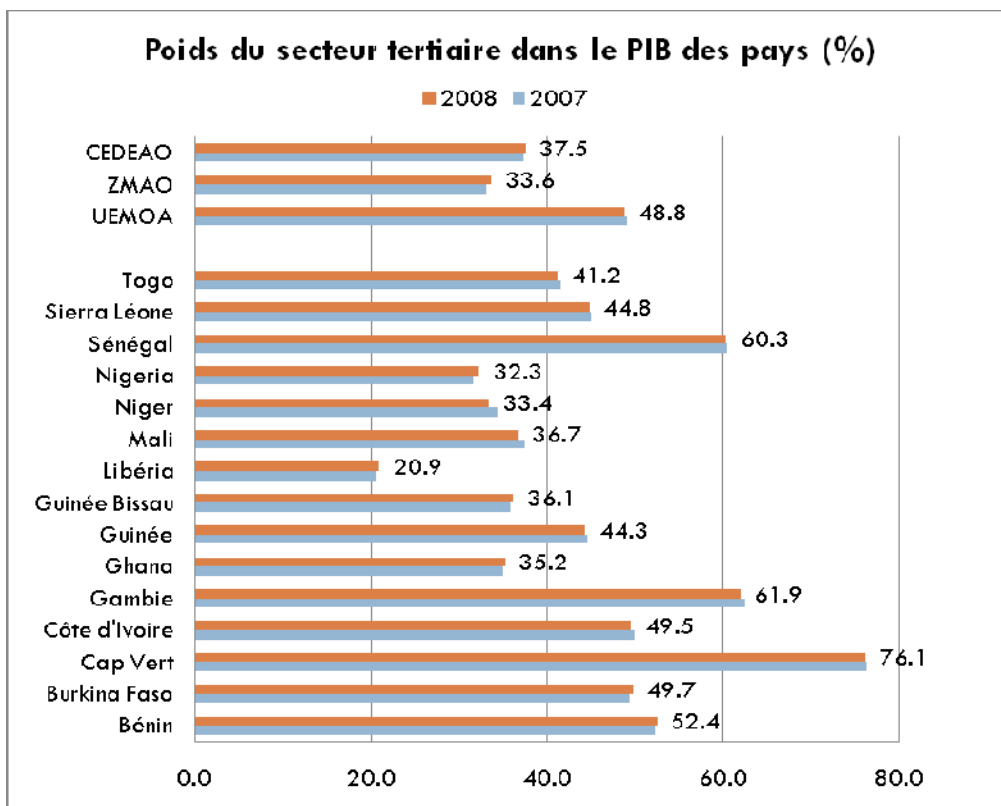
Source : CEDEAO, UEMOA, et données Pays

LE SECTEUR TERTIAIRE

73. Le secteur tertiaire comprend les branches du commerce, les restaurants et hôtels, les transports et communications, et les autres activités (services et administrations publiques). Le secteur tertiaire a cru de 4.5% en 2008 pour représenter en terme nominal 37.5 % du PIB de la sous région.

74. En ligne avec le développement du tourisme, le Cap Vert reste le pays le plus dominant en terme de part du secteur tertiaire dans le PIB avec 76.1 %. Suivent le Sénégal et la Gambie avec respectivement 60.3 et 61.9 % du PIB provenant du secteur tertiaire. Les pays les moins performants dans le secteur tertiaire sont le Liberia (20.9 %) et le Nigeria (32.3 %).

Graphique 7: Part du secteur tertiaire dans le PIB des pays



Source : Calculs CEA sur données pays

75. L'analyse de la branche transports et communications montre le potentiel encore inexploré de développement dans les pays tels que le Nigeria (5 % du PIB), Cote d'Ivoire (5.1) et le Ghana (5.0 %) qui sont les trois principales économies de la sous région avec près de 76 % de la richesse totale de l'Afrique de l'Ouest. La téléphonie mobile a connu une croissance vertigineuse en Afrique de l'Ouest avec près de 80% de croissance annuelle au Nigeria entre 2003 et 2007, et 50% de croissance annuelle en Cote d'Ivoire sur la même période. Malgré ces évolutions, les indicateurs de performances des TIC restent en dessous de la moyenne africaine dans la téléphonie fixe, mobile et l'utilisation d'Internet avec respectivement 3.8, 24.1 et 4.3% de la population (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 2: Indicateurs de TIC en Afrique de l'Ouest, 2007

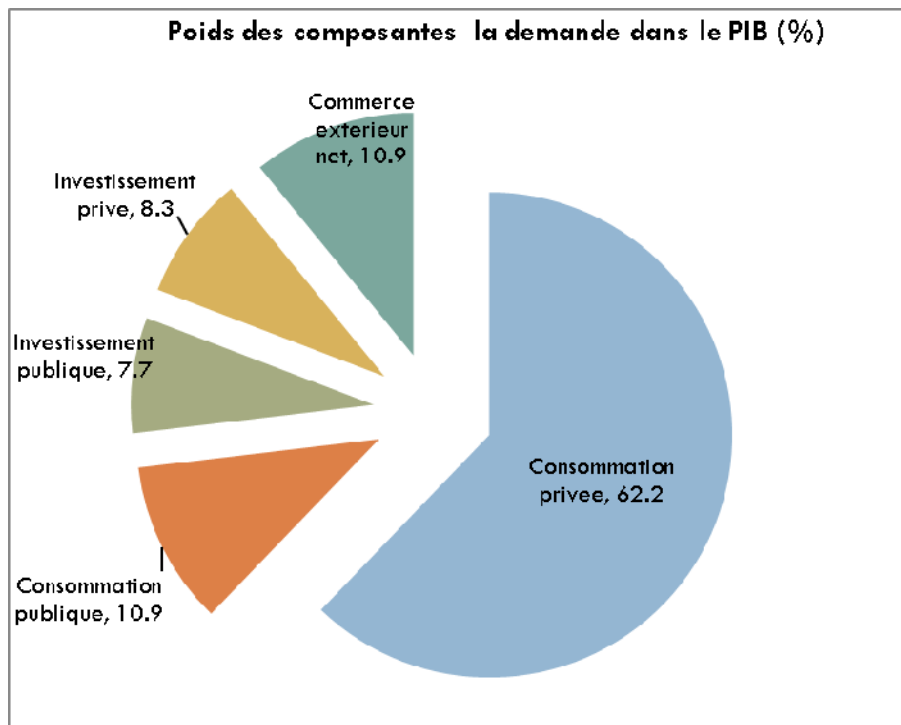
	téléphones fixes		Abonnés tel. mobile		Utilisateurs Internet	
	000s	p. 100	000s	p. 100	000s	p. 100
Benin	110.3	1.22	1'895.0	20.98	150.0	1.66
Burkina Faso	94.8	0.70	1'611.0	10.90	80.0	0.59
Cape Vert	71.6	13.80	148.0	27.9	33.0	6.36
Côte d'Ivoire	260.9	1.41	7'050.0	36.6	300.0	1.63
Gambie	76.4	4.47	796.0	46.58	100.2	5.87
Ghana	376.5	1.60	7'604.0	32.39	650.0	2.77
Guinée	26.3	0.33	189.0	2.36	50.0	0.52
Guinée-Bissau	4.6	0.27	296.0	17.48	37.0	2.26
Liberia	...	...	563.0	15.01	...	...
Mali	85.0	0.69	2'483.0	20.13	100.0	0.81
Niger	24.0	0.17	900.0	6.33	40.0	0.28
Nigeria	6'578.3	4.44	40'396.0	27.28	10'000.0	6.75
Sénégal	269.1	2.17	4'123.0	33.31	820.0	6.62
Sierra Leone	...	...	776.0	13.23	10.0	0.19
Togo	82.1	1.30	1'190.0	18.08	320.0	5.07
Afrique de l'Ouest	7500.2	2.65	68220	24.10	12233.2	4.32
Afrique	35'411.2	3.77	264'475.0	27.48	50'406.4	5.34
<i>Tunisie</i>	1'273.3	12.33	7'842.0	75.94	1'722.2	16.68
<i>Afrique du Sud</i>	4'642.0	9.56	42'300.0	87.08	5'100.0	10.75

Source: ITU World Telecommunication/ICT Indicators Database.

2.1.2 Les emplois du PIB

76. La structure du PIB reste caractérisée par la prédominance de la consommation totale qui représente en valeur 73.1% de la richesse créée en 2008. L'investissement et le commerce extérieur net représentent respectivement 16.0% et 10.9% du PIB. Les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement et des échanges extérieurs nets s'établissent respectivement à 3.0%, 2.0% et 0,2% en 2008.

Graphique 8: Poids des composantes de la demande dans le PIB en 2008



Source : CEDEAO, UEMOA, Pays

La consommation finale

77. La forte proportion de la consommation dans le PIB se traduit par un taux d'épargne intérieur insuffisant pour financer les investissements nécessaires à la croissance. Les économies ouest africaines restent donc tributaires des investissements en provenance du reste du monde pour financer leur développement. En 2008, la consommation totale a augmenté en terme réel de 4.3% grâce à une croissance plus forte des dépenses de l'administration.

L'investissement

78. L'investissement en proportion du PIB reste en dessous du niveau nécessaire pour soutenir une croissance suffisante susceptible de réduire de façon significative la pauvreté. En 2008, l'investissement a cru de 8,7%, pour représenter 16.0% du PIB. L'investissement public est resté limité en moyenne à 7.9% du PIB.

Le commerce extérieur net

79. Les pays ont dans l'ensemble une économie très ouverte avec un taux d'ouverture estimé à 91.6% en 2008. Les exportations ont cru de 8.0% en terme réel pour se situer à 40.6 % du PIB nominal en 2008. Les importations ont quant à elles, connu une croissance de 7.5% en 2008 contre 15.8% en 2007. A la suite de ces évolutions, le commerce extérieur net est ressorti à 10.9% du PIB. Seuls deux pays sur les quinze de la sous région enregistrent un solde extérieur net positif à savoir la Côte d'Ivoire (4,6% du PIB) et le Nigeria (22.7% du PIB).

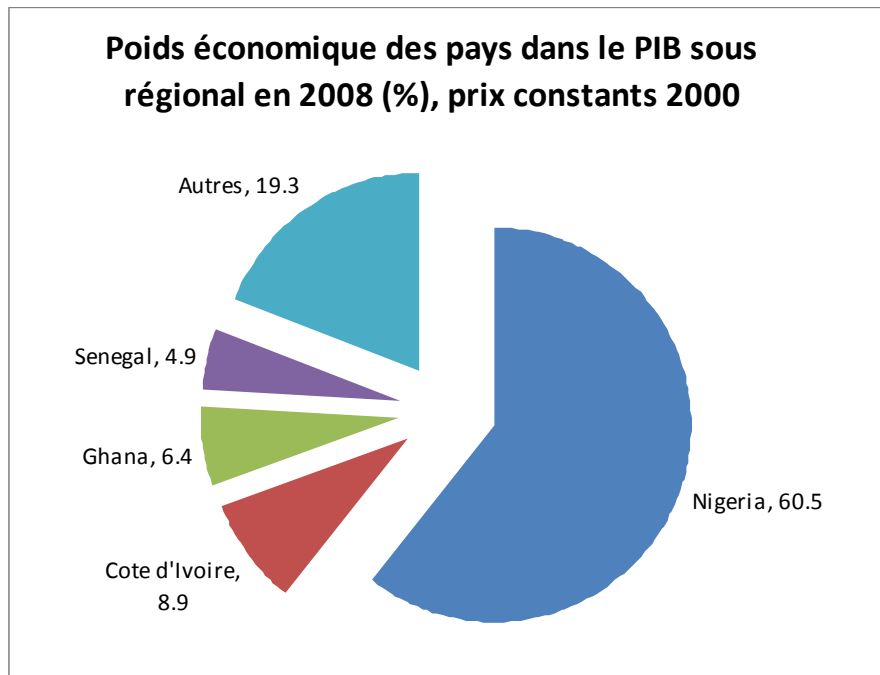
80. Le commerce extérieur est caractérisé d'une part, par des exportations à très faible valeur ajoutée comprenant les produits agricoles d'exportations (cacao, café, coton, bananes,...) et les produits miniers (pétrole, or, bauxite,...), et d'autre part par des importations de produits agricoles et manufacturés pour la consommation finale, de produits de consommation intermédiaires et de biens d'équipement.

2.1.3 Poids des pays dans l'économie de la sous région

81. Le Nigeria avec 60.5 % reste le pays dominant en termes de poids du PIB (prix constant 2000) dans l'économie de la sous région. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal suivent avec respectivement 8.9 ; 6.4 et 4.9 % de la richesse nationale. Ces quatre pays représentent à eux seuls 84.0 % de la richesse sous régionale. Les onze pays restants totalisent 19.3 % du PIB avec la Guinée Bissau (0.2%), la Gambie (0.9 %), le Liberia (0.4 %) et le Cap Vert (0.7 %) les pays ayant les performances les plus faibles.

82. Le PIB nominal par habitant ressort en moyenne à 991 dollars en 2008 contre 860 dollars enregistrés en 2007. Le Cap vert a le PIB par tête le plus élevé qui ressort à 3219 dollars en 2008. Viennent ensuite la Côte d'Ivoire (1249 dollars), le Nigeria (1226 dollars), et le Sénégal (1047 dollars) dont les ratios se situent au-dessus de la moyenne. Les taux les plus faibles sont observés en Gambie (226 dollars), au Liberia (227 dollars) et au Niger (376 dollars).

Graphique 9: Poids économique des pays dans le PIB sous régional en 2008



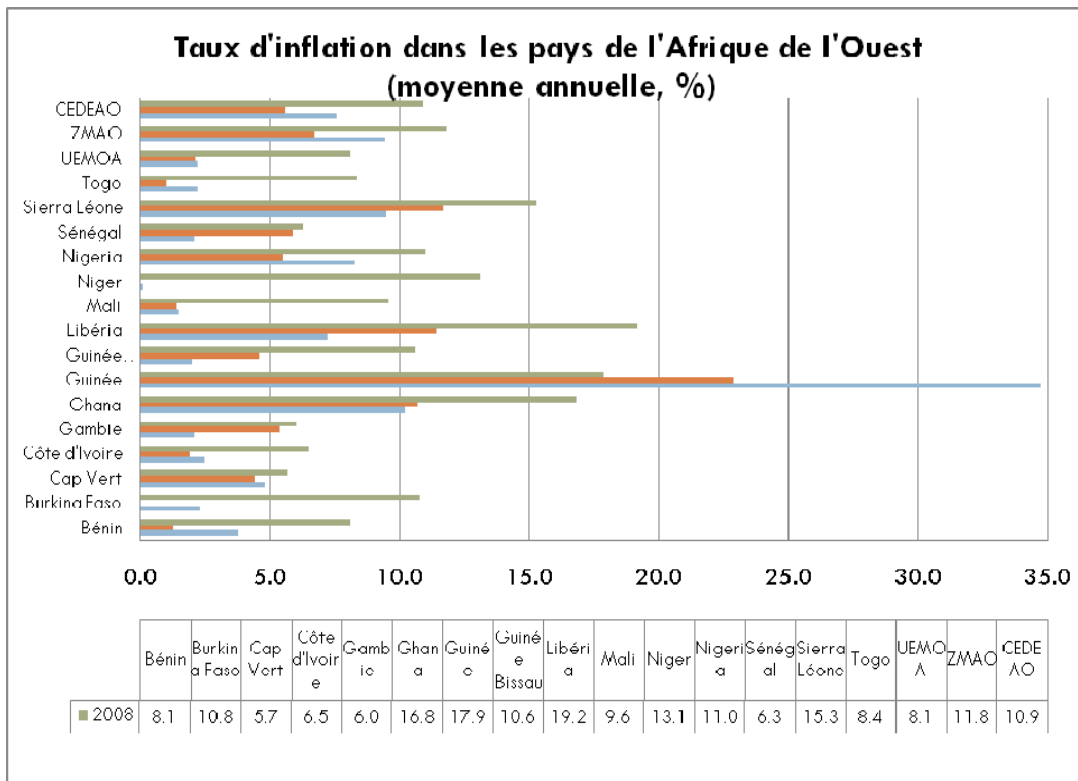
Source : Calculs CEA sur données CEDEAO, UEMOA, Pays

2.2 Inflation

83. Le niveau général des prix mesuré par l'indice des prix à la consommation a progressé de 10.9 % en 2008 dans l'ensemble des pays de la CEDEAO tiré par les produits alimentaires, les transports, le gaz et autres combustibles. Le niveau général des prix ressorts à 8.1 % dans les pays de l'UEMOA contre 2.1 en 2007, ce qui constitue un record depuis l'impact inflationniste de la dévaluation du FCFA en 1994. Les pays de la ZMAO à l'exception du Cape Vert, ont retrouvé un niveau d'inflation à deux chiffres avec une moyenne de 11.8 %.

84. Les Etats ont pour la plupart adopté des politiques fiscales (abandon de droit de douane et réduction de la taxe sur la valeur ajoutée) et de contrôle de prix afin d'alléger à court terme, l'impact inflationniste des prix internationaux sur les prix intérieurs. Ces mesures de nature conjoncturelle, ont montré leurs limites dans un contexte caractérisé par la rareté des produits alimentaires et de gestion tendue des finances publiques.

Graphique 10: Inflation dans les pays de la CEDEAO (%)



Source : CEDEAO, UEMOA, Pays

85. Aucun des pays de l'UEMOA n'a respecté la norme communautaire de 3 % d'inflation annuelle. Le niveau général des prix a accusé une augmentation de 4.2 % alors qu'il était de 2.1% en 2007. Le taux le plus faible a été atteint par le Sénégal (6.3%) suivi de la Côte d'Ivoire (6.5 %). La Guinée Bissau (10.6 %) et le Burkina Faso accusent les taux d'inflation les plus élevés de la zone UEMOA.

86. Dans la ZMAO, le niveau général des prix a de nouveau dépassé le niveau des deux chiffres (11.8 %) après la performance réalisée en 2007 où le niveau des prix s'était situé à 6.7 %. Tous les Etats enregistrent un niveau d'inflation supérieur à la norme communautaire maximale de 5,0%. Le Ghana reste le moins performant avec un taux d'inflation de 16.8 %, le taux le plus élevé depuis 2000. La Sierra Leone, la Guinée et le Nigeria tous enregistrent des taux au delà de 10 percent.

2.3 Finances publiques et dettes

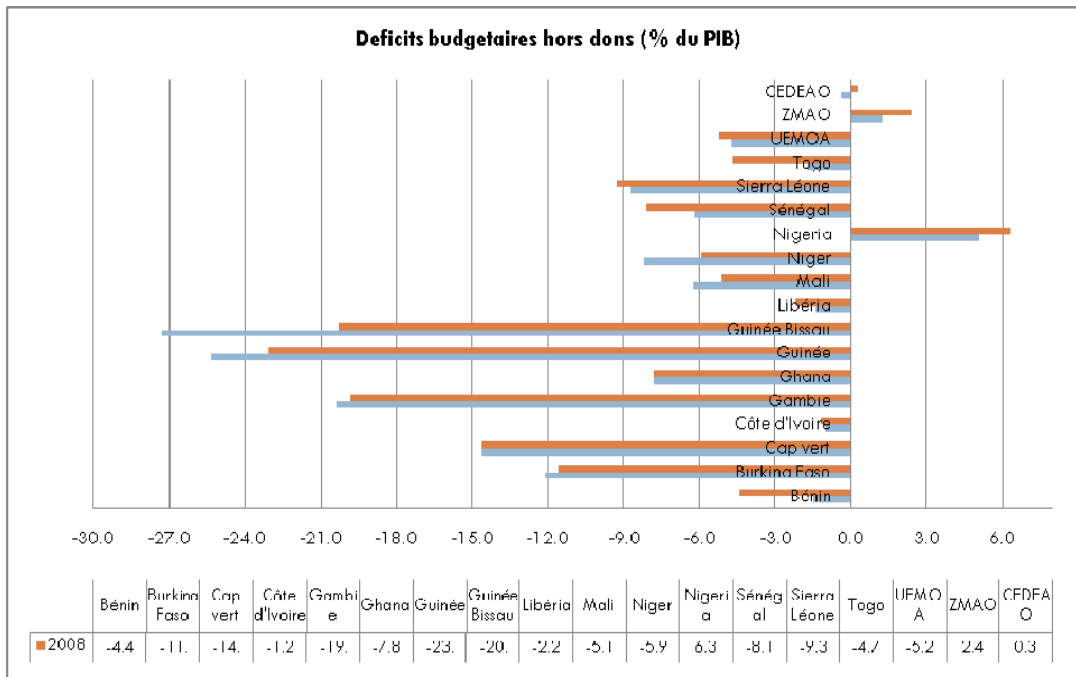
2.3.1 Les finances publiques

87. La situation des finances publiques est restée tendue dans la plupart des pays de la zone en raison des mesures fiscales d'abandon de taxes sur produits alimentaires et de subventions de produits pétroliers pour alléger l'impact des prix mondiaux sur les prix intérieurs. Le solde budgétaire hors dons est ressorti à 0.3% du PIB en 2008 contre -0.4% du PIB en 2007. Cette évolution est due à la performance des recettes pétrolières du Nigeria qui a fortement bénéficié de la hausse des prix du pétrole sur la majeure partie de l'année 2008. Hors Nigeria, le solde budgétaire hors dons est de -8.4% en 2008 contre -8.2% en 2007.

Les recettes budgétaires

88. Les recettes budgétaires hors dons ont augmenté de 24.9% en 2008, grâce aux recettes pétrolières du Nigeria, pour représenter 31.9% du PIB contre 30.3% en 2007. Hors Nigeria, les recettes budgétaires hors dons ont augmenté de 18.2% pour représenter 18.2% du PIB. La performance des recettes budgétaires s'explique par ailleurs par l'amélioration des recouvrements imputables à la mise en place de mesures de renforcement des administrations fiscales, la lutte contre la fraude et l'informatisation des procédures fiscales. Ces efforts devraient se poursuivre en vue d'élargir l'assiette fiscale et corriger un niveau faible de pression fiscale qui ressort à 11.2% du PIB en 2008 pour l'ensemble de la sous région.

Graphique 11: Déficits budgétaires hors dons (% du PIB) en Afrique de l'ouest

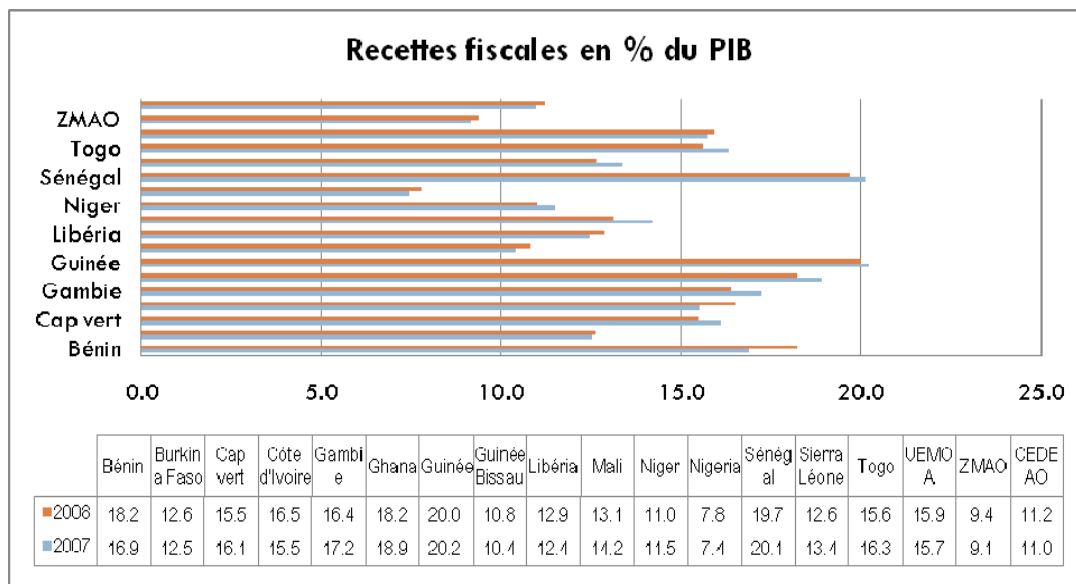


Source : CEDEAO, UEMOA, Pays

89. Dans la zone UEMOA, les recettes budgétaires hors dons ont augmenté de 9,3% en monnaie locale pour représenter 18,5% du PIB contre 18,3% en 2007. Les recettes fiscales qui représentent 89% des recettes budgétaires ont augmenté de 9,4% en monnaie locale, induisant un taux de pression fiscale de 15,9% contre 15,7% en 2007. Cette hausse est expliquée par les efforts de recouvrement déployés par les administrations fiscales de quasiment tous les états avec un renforcement des outils de travail et l'introduction de l'informatique.

90. Dans la zone ZMAO, les recettes budgétaires hors dons représentent 44,5% du PIB et comprennent les recettes fiscales (11,5% du PIB) et les recettes non fiscales (33% du PIB). L'essentiel de ces recettes provient des revenus pétroliers du Nigeria qui contribue pour 91,3% à la formation des recettes budgétaires.

Graphe 12: Taux de pression fiscale



Source : CEDEAO, UEMOA, Pays

Les dépenses totales

91. Les dépenses totales en pourcentage du PIB ont augmenté de 1 point pour représenter 31.7% du PIB en 2008. Cette croissance résulte d'une augmentation des dépenses courantes de 0.7 point qui représentent 25.7% du PIB, et des dépenses en capital de 0.3 point qui représentent 8.5 % du PIB. La hausse des dépenses courantes s'explique par les subventions accordées par les Etats en réponses à la crise sur la vie chère et à l'augmentation de la masse salariale dans certains pays comme le Bénin, la Cote d'Ivoire et le Mali. Les dépenses en capital ont bénéficié des travaux en construction d'infrastructures.

92. Dans la zone UEMOA, les dépenses totales augmentent de 9,7% en monnaie locale pour représenter 23,7% du PIB. Cette hausse des dépenses publiques serait portée principalement par les dépenses en capital qui progresseraient de 19,2% en monnaie locale pour représenter 7.2% du PIB.

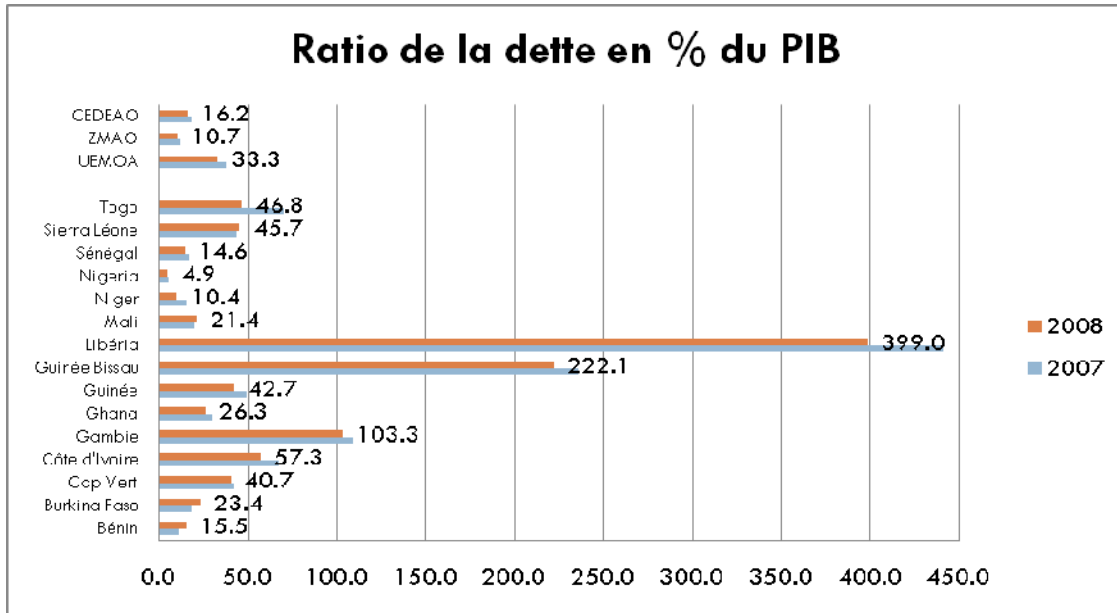
93. Dans la ZMAO, les dépenses totales en pourcentage du PIB progressent de 1.2 point pour se situer à 34,8% du PIB en 2008. Cette hausse résulte d'une augmentation de 0.8 point des dépenses en capitale (8.3 % du PIB) et de 0.5 point des dépenses courantes (25.7% du PIB).

94. Il convient de noter les efforts entrepris par le Nigeria pour reformer le secteur énergétique et répondre au besoin criard du pays. Les efforts entamés depuis 2007 pour doter le pays en infrastructure de base ont permis de relever la part des dépenses en capital qui est passée d'une moyenne de 1.4% du PIB sur la période 2000-2006 à 8.1% du PIB en 2008.
95. L'utilisation de la politique fiscale par l'abandon des taxes sur les produits alimentaires et pétroliers importés a augmenté les pressions de liquidité sur les finances publiques dont 88% des ressources sont d'origine fiscale (hors Nigeria). Cette situation qui n'est pas viable à moyen terme pour des Etats dont la majeure partie du revenu provient des droits de porte a constitué le défi majeur de l'année fiscale 2008. Une orientation des facilités fiscales vers des activités de production agricole (subvention d'engrais, mise à disposition de semences de qualité et facilitation de l'accès aux terres irriguées) pourrait avoir un impact notable sur les économies par la croissance de la production locale, la création d'emploi et une appréciation de la balance courante. En plus, les Etats devraient continuer leur effort pour améliorer la proportion des dépenses en capital afin de mettre en place les infrastructures de base (route pour rendre accessible les marchés des zones de production, énergie, télécommunications) nécessaires au développement économique.
96. Le niveau faible de la pression fiscale montre que d'importants efforts restent à faire en vue d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales. La modernisation des moyens de suivi, de collecte des recettes et de la lutte contre la fraude entamée dans certains pays devrait être poursuivie. Des efforts substantiels devraient être entrepris par le Nigeria, le Niger, la Sierra Leone, la Guinée Bissau, le Liberia et le Burkina Faso en vue de relever la contribution des recettes fiscales dans les recettes totales.

2.3.2 La dette

97. L'encours de la dette extérieure sur le PIB des pays d'Afrique de l'Ouest est estimé à 16.2% en 2008 contre 17.3% en 2007. Ce ratio cache une forte variabilité de la situation de la dette des différents pays de la sous région. En effet, l'encours de la dette sur le PIB du Nigeria ressort à 4.9% en 2008 contre 399% pour le Liberia. Hors Nigeria, l'encours de la dette sur PIB des pays d'Afrique de l'Ouest ressort à 41% du PIB contre 48% en 2007.

Graphe 13: Ratio de la dette sur le PIB (%)



Source : CEDEAO, UEMOA, Pays

98. Au niveau de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTe), 8 pays ont dépassé le point d'achèvement (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Mali, Niger, Sénégal et Sierra Leone), 4 sont en phase intérimaire (Guinée, Guinée Bissau, Libéria et Togo). La Côte d'Ivoire a atteint le point de décision en mars 2009 et devrait mettre en œuvre sur un an la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et maintenir une stabilité macroéconomique avec la mise en œuvre du programme économique de la Facilité de la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Les pays ayant dépassé le point d'achèvement du PPTe et le Nigeria qui a bénéficié d'une initiative spéciale en 2005, ont des indicateurs de dettes meilleurs. Toutefois, du fait de la concentration de leur exportation sur un nombre limité de produits primaires, ces pays restent vulnérables aux chocs extérieurs.

2.4 L'économie Ouest africaine en 2009

99. L'année 2009 s'inscrit dans un environnement international difficile marqué par une récession annoncée dans la plupart des grandes économies. Le prix du pétrole qui est ressorti en dessous de 50 dollars le baril en fin d'année 2008, devrait s'y maintenir eu regard à la demande mondiale attendue à la baisse; mais de fortes variations restent possibles en raison des risques politiques dans les principales zones de production au moyen orient (Iran) et en Afrique (Delta du Niger). Des hypothèses conservatrices sont retenues quand à l'évolution des prix des produits agricoles d'exportation que sont le cacao, le café, et le coton.
100. Ces évolutions au plan international devraient se traduire par une baisse de la demande de produits en provenance des pays de la zone notamment agricoles et miniers, un ralentissement des activités du secteur du tourisme et des transferts privés sans contreparties en faveur des pays de la zone.
101. En conséquence, le taux de croissance économique attendu en Afrique de l'Ouest se situerait à 3.2% en 2009, en recul de 2.0 point par rapport à 2008, en raison du ralentissement de la demande internationale de l'agriculture d'exportation et du secteur minier. Cette croissance restera soutenue par la demande intérieure poussée par la consommation finale (ménages et gouvernement) et l'investissement public.
102. En raison de la crise économique internationale et de ses effets sur la demande mondiale, les exportations de biens et services augmenteraient de 4.5% soit une baisse de moitié du rythme de 2008. Les importations devraient augmenter de 4.0% en 2009 contre 7.5% en 2008.
103. Au niveau de l'offre, l'agriculture vivrière devrait continuer à se raffermir et croître de 5.6%, en raison des investissements publics dans ce secteur. Les extractions minières et les activités manufacturières tournées vers l'exportation devraient ralentir en raison de la demande mondiale en recule. Les investissements attendus dans la production d'électricité et autres infrastructures devraient tirer la croissance du secteur secondaire. Au niveau du secteur tertiaire, le tourisme devrait ralentir dans les pays comme le Sénégal et le Cape Vert en raison de la crise économique mondiale. La dynamique de la télécommunication devrait se poursuivre.

104. Le niveau des prix serait favorablement influencé par la production mondiale et les stocks qui sont projetés à des niveaux élevés sur la campagne 2008/2009. Pour le riz par exemple, le niveau des stocks ressort à 82.7 millions de tonnes (cf. USDA), le niveau le plus élevé depuis la campagne 2002/2003. Au niveau sous régional, les agences spécialisées estiment à plus de 15 % de croissance de la production de céréales sur la campagne 2008/2009. Ces évolutions conjuguées à la baisse relative des prix du pétrole, laissent envisager un assouplissement du niveau général des prix dans les pays de la sous région sous l'impulsion des composantes énergie et aliment de l'indice des prix à la consommation. Le taux d'inflation devrait se situer à 7.3 % en 2009 pour l'Afrique de l'Ouest. Pour les pays de l'UEMOA, le taux d'inflation serait à environ 3.8 %, niveau légèrement au dessus du critère de convergence. Les pays de la ZMAO devraient voir retomber le niveau général des prix au dessous du seuil des deux chiffres, à 9.5%.
105. Le recule attendu de la demande des produits d'exportations annonce une période tendue des finances publiques sur l'année 2009 dans la plupart des pays. Pour les pays exportateurs de pétrole, la contribution de la fiscalité sur le pétrole devrait chuter en 2009. La baisse des taxes sur les autres recettes d'exportation devrait contribuer à la dégradation du déficit budgétaire.
106. Au plan politique, les évènements des dernières années montrent que la capacité de l'Afrique de l'Ouest à prévenir et à gérer les conflits s'est renforcée à travers les initiatives de la CEDEAO. Cette tendance devrait se poursuivre en vue d'améliorer la stabilité politique comme un facteur déterminant pour la mise en place d'un cadre macroéconomique propice à l'investissement et à la croissance. En particulier, elle devrait contribuer à gérer efficacement les élections prévues dans les différents pays au cours des prochaines années.
107. Au Nigeria, la mise en place d'un Ministère du Delta du Niger est un pas important vers la pacification de cette importante zone de production de pétrole. En Côte d'Ivoire, la tenue des élections après plusieurs tentatives infructueuses devrait permettre de relancer l'économie de ce pays, la seconde de la sous région après celle du Nigeria.

Tableau 3: calendrier des élections présidentielles en Afrique de l'Ouest

Pays	Date élection présidentielle	Durée mandat	Nombre de mandats
Bénin	Mars 2011	5 ans	2
Burkina Faso	Novembre 2010	5 ans	2
Cape Vert	Février 2011	5 ans	
Cote d'Ivoire	A déterminer	5 ans	2
Gambie	Septembre 2011	5 ans	
Ghana	Décembre 2012	4 ans	2
Guinée	Coup d'état en décembre 2008	-	
Guinée Bissau	Juin 2009	5 ans	
Liberia	Octobre 2011	6 ans et 4 ans	2 mandats maximum 10 ans
Mali	Avril 2012	5 ans	2
Niger	Changement constitutionnel	5 ans	2
Nigeria	Avril 2011	4 ans	2
Sénégal	Février 2012	7 ans	
Sierra Leone	Août 2012	5 ans	2
Togo	Avril 2010	5 ans	

Sources : CEA BSR-AO, à partir de sources officielles

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

108. Sous l'effet conjugué de la forte demande internationale des matières premières et des réformes internes, les pays de l'Afrique de l'Ouest ont pu maintenir une croissance soutenue au cours des dernières années. Cette performance reste toutefois largement en deçà du seuil de 7% requis pour lutter efficacement contre la pauvreté dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, la triple crise financière, alimentaire et énergétique des deux dernières années a quelque peu contrarié cette tendance.
109. En particulier, il faut craindre qu'en raison du délai de transmission, la crise financière internationale et la récession qu'elle a engendrée dans les pays industrialisés et émergents n'aient pas encore leurs pleines répercussions sur l'Afrique de l'Ouest. Ces répercussions sont fort probables en 2009 et au-delà, et devraient amener les pays de la sous région à prendre des mesures dès à présent. La baisse de la demande internationale des matières premières et le recul des investissements directs étrangers et de l'aide au développement sont quelques effets négatifs attendus. Il faut y ajouter le repli des transferts de la Diaspora qui prendrait de mesures conservatoires de rationnement en raison de la crise.
110. A maints égards, la crise alimentaire a également engendré des perturbations socio-économiques en Afrique de l'Ouest. Dans un premier temps, les gouvernements ont dû recourir à des mesures d'urgence dans le domaine de la fiscalité et du contrôle des prix en vue de sauvegarder le pouvoir d'achat des populations. N'étant pas viables en raison notamment de leur pression sur les finances publiques, ces mesures ont été par la suite abandonnées au profit d'initiatives axées sur le développement de la production qui, couplées à une meilleure pluviométrie, ont contribué à détendre la situation. Cependant, les revendications sociales restent encore élevées après les remous occasionnés par la vie chère le long de l'année 2008.
111. La crise énergétique a elle aussi freiné les performances des pays au cours de l'année écoulée, en particulier dans le secteur industriel qui a été fortement perturbé par des coupures répétitives de l'électricité. Pour faire face à la situation, de nombreuses unités industrielles ont dû investir dans l'acquisition de groupes électrogènes et des accessoires, augmentant ainsi les coûts de production. Il va falloir que les États investissent dans le renouvellement des centrales électriques et du réseau de transport, mais aussi dans

l'exploitation et l'utilisation au mieux des autres sources d'énergie disponibles dans la sous région. L'électricité à base du nucléaire constituerait une option dans cette direction.

112. En plus des facteurs conjoncturels abordés ci-dessus, les économies des pays de l'Afrique de l'Ouest continuent d'exhiber des obstacles structurels qui freinent leur performance. Ces obstacles ont trait à l'hypertrophie du secteur tertiaire qui inclue une partie importante des activités informelles dans lesquelles exercent des couches vulnérables tels que les jeunes et les femmes à la recherche d'emplois; un secteur agricole largement tributaire de la pluviométrie, qui occupe la grande majorité de la main-d'œuvre, et qui pourrait être soumis aux effets nocifs des changements climatiques au cours des prochaines années; une industrie peu performante ou embryonnaire soumise à la compétition étrangère. Il faut y ajouter la prépondérance de la consommation et la faiblesse de l'épargne intérieure qui, couplées aux effets d'un secteur d'exportation très peu diversifié, limitent la capacité d'investissement des pays.
113. En ce qui concerne les finances publiques, dans l'ensemble, les pays de l'Afrique de l'ouest sont confrontés à l'insuffisance des recettes budgétaires pour financer les charges de fonctionnement et pour dégager des ressources importantes au profit des dépenses en capital nécessaires pour combattre la pauvreté. Cette situation a été particulièrement exacerbée en 2008 du fait que les finances publiques ont été fortement sollicitées par les Etats pour limiter les impacts des chocs inflationnistes liés aux prix des biens alimentaires et énergétiques. En effet, les subventions des produits pétroliers et alimentaires pour limiter la transmission de la hausse des prix internationaux au panier de la ménagère ont déprimé les finances publiques dans la plupart des pays. A cela s'ajoutent les défis de la gouvernance politique et économique malgré les nobles efforts déployés au cours des dernières années.
114. Au plan social, c'est le chômage et le sous emploi des jeunes qui constituent l'une des préoccupations majeures en Afrique de l'Ouest. La baisse de la productivité et le manque des facteurs de production et des mesures incitatives dans le secteur primaire qui concentre la grande majorité de la population, continue de pousser les jeunes vers l'exode rural. Couplée au caractère embryonnaire de l'industrie et à sa faible capacité d'absorption de la main d'œuvre, une telle évolution aggrave le chômage et le sous emploi des jeunes. Il accentue également le caractère informel des économies ouest africaines, notamment à travers l'hypertrophie du secteur tertiaire qui constitue un refuge pour les jeunes diplômés et autres couches vulnérables en quête d'un emploi.

115. L'on assiste aussi de plus en plus à des activités illicites, à l'activisme politique et à la recrudescence de la criminalité au niveau des jeunes. D'autres prennent le chemin d'un exil humiliant ou fatal. S'il n'est pas maîtrisé, un tel développement pourrait être la source d'une crise sociale aux conséquences multiples. La situation est particulièrement préoccupante dans les pays sortant des conflits qui ont encore un nombre important d'ex-combattants qui ne trouvent pas une occupation dans la société.
116. Eu égard à ce qui précède, l'amélioration des fondamentaux des économies de la sous région passe en priorité par le recentrage sur le secteur primaire et de l'agro industrie. La crise alimentaire mondiale de l'année écoulée souligne une fois encore la nécessité d'une telle option. Le recentrage sur le secteur primaire aura des effets multiplicateurs de longue durée sur les économies des pays. Avec cette option, il s'agira d'abord de faire de l'autosuffisance alimentaire une question de souveraineté nationale avec des effets bénéfiques sur la disponibilité et l'accès aux denrées alimentaires ainsi que sur la stabilité des prix. Elle devrait aussi permettre d'intensifier le développement des filières agro-industrielles en vue d'élargir les bases de la production et les liaisons intersectorielles, et de diversifier les exportations. La priorité au secteur primaire, qui, faut-il le rappeler, utilise la grande partie de la main d'œuvre, constitue également une stratégie efficace de lutte contre le chômage et la pauvreté.
117. Le recentrage sur le secteur primaire requiert une intervention volontariste des Etats. L'action publique porterait essentiellement sur la réhabilitation et le renforcement des services de vulgarisation agricole dont le démantèlement ou la négligence a contribué à la déprime du secteur. Les Etats devraient aussi investir dans le renforcement des réseaux de transports et des voies de déserte rurale dans le but de désenclaver les zones de production. Mais surtout, il s'agit de promouvoir l'agriculture commerciale par la mise en place de mesures susceptibles d'inciter le secteur privé à créer des fermes commerciales dans les filières agricoles de grandes envergures.
118. En plus des effets positifs précités sur la sécurité alimentaire, l'emploi et la réduction de la pauvreté, les fermes commerciales constitueraient de véritables centres d'excellence pour la vulgarisation des techniques agricoles en complément de la réhabilitation des services classiques. Elles contribueraient aussi à renforcer l'investissement dans les activités

de valeur ajoutée et la promotion de l'agro-industrie, gage d'une diversification des exportations.

119. La promotion de l'agriculture telle que préconisée ci-dessus devrait s'accompagner d'initiatives visant à ouvrir davantage les marchés nationaux et sous régionaux par la mise en place au niveau des chambres d'agriculture de systèmes d'information sur les produits, l'élimination des tracasseries policières et douanières, le développement d'infrastructures de transport (routier et pistes de déserte rurale, réseau ferroviaire, maritime et fluvial). Ces actions demandent un renforcement de la coopération et de l'intégration régionale. Les ambassades des Etats de l'Afrique de l'Ouest pourraient également être renforcées pour servir de véritables agences de promotion des exportations de leurs pays, celles de produits agro industriels en particulier.
120. Dans le domaine des finances publiques, les Etats de l'Afrique de l'Ouest devront intensifier les efforts d'assainissement de leurs budgets par une mobilisation accrue des recettes, et une meilleure allocation et une maîtrise des dépenses. En particulier, au regard du faible niveau de la pression fiscale, un accent devra être mis sur la poursuite vigoureuse des initiatives de recouvrement des recettes, de réexamen des exemptions, et de lutte contre les évasions fiscales et les fraudes douanières. En ce qui concerne les dépenses, leur meilleur contrôle et une bonne gouvernance des marchés publics seront nécessaires. En tout état de cause, l'assainissement des finances publiques permettrait également aux Etats de contenir quelque peu les chocs liés au repli des flux extérieurs que la crise financière internationale pourrait causer.
121. La mobilisation accrue de l'épargne intérieure, en particulier par le recours au marché des obligations, contribuerait aussi à réduire les conséquences de la crise financière mondiale sur les pays de la sous région. A l'instar de la Sierra Léone, les gouvernements peuvent également prendre des mesures susceptibles de mobiliser davantage la contribution de la Diaspora au développement économique et social de la nation. Dans ce pays par exemple où les transferts de la Diaspora sont estimés à 500 million de dollars américains par an, une Division de la Diaspora a été créée sous l'autorité du Président de la République qui organise annuellement une Journée de la Diaspora à laquelle il invite tous les citoyens vivant à l'étranger.
122. La poursuite de l'assainissement de l'environnement politique et la consolidation de la paix seront également indispensables pour une exploitation judicieuse de leurs

potentialités économiques. A ce sujet, les avancées démocratiques et les efforts de reconstruction dans les pays qui sortent de conflits sont à saluer. Il en est de même de la perspective de l'organisation des élections en Cote d'Ivoire au courant de l'année 2009, et des interventions de la CEDEAO dans les récentes crises en Guinée et en Guinée Bissau. En plus, dans le cadre de la CEDEAO, les Etats devront poursuivre leur coopération dans la lutte contre la criminalité transfrontalière, le trafic de la drogue, la fuite des capitaux et le blanchiment de l'argent. Au niveau national, il s'agira pour les pays de continuer les efforts pour l'enracinement du climat de paix et de la culture démocratique par le renforcement de la gouvernance politique et économique.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau a1: Performance de la croissance en Afrique de l'Ouest- PIB et taux de croissance (2007-2009)

Pays	PIB nominal (million USD)			Part dans le PIB (%)			Croissance réelle du PIB (%)		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Bénin	5,511	6,643	6,789	2.2	2.1	2.0	4.6	5.3	3.8
Burkina Faso	6,757	7,949	8,207	2.7	2.6	2.4	3.6	4.5	5.5
Cap Vert	1,456	1,506	1,638	0.6	0.5	0.5	6.9	6.0	2.5
Côte d'Ivoire	19,794	22,821	23,387	8.0	7.4	7.0	1.5	2.9	3.7
Gambie	823	835	932	0.3	0.3	0.3	6.3	5.5	4.0
Ghana	15,156	15,707	15,605	6.1	5.1	4.7	6.3	6.2	4.5
Guinée	4,039	5,112	5,416	1.6	1.7	1.6	1.8	2.0	2.6
Guinée Bissau	379	430	436	0.2	0.1	0.1	2.7	3.1	1.9
Libéria	653	830	934	0.3	0.3	0.3	9.5	8.0	4.9
Mali	7,145	8,599	8,826	2.9	2.8	2.6	4.3	4.7	3.9
Niger	4,246	5,353	5,298	1.7	1.7	1.6	3.3	9.5	3.0
Nigeria	165,921	215,193	238,781	67.0	69.5	71.2	6.0	5.9	2.9
Sénégal	11,167	13,382	13,830	4.5	4.3	4.1	4.8	2.5	2.1
Sierra Léone	1,953	2,322	2,604	0.8	0.8	0.8	6.8	5.5	4.5
Togo	2,508	2,843	2,857	1.0	0.9	0.9	1.9	0.8	1.7
UEMOA	57,506	68,021	69,630	23.2	22.0	20.8	3.2	3.9	3.5
ZMAO	190,000	241,506	265,910	76.8	78.0	79.2	5.9	5.8	3.1
CEDEAO	247,506	309,527	335,540	100.0	100.0	100.0	5.1	5.2	3.2

Sources : CEA BSR-AO, à partir des données officielles et CEDEAO; FMI, perspectives économiques mondiale, avril 2009

Tableau a2: Population et PIB par tête en Afrique de l'Ouest (2008)

Pays	Population en 2008		PIB nominal par tête (2008)		PIB réel par tête (2008) francs constant 2000	
	millier	part (%)	USD	croissance	USD	Croissance
Bénin	7,956	2.8	834.9	17.1	415	2.3
Burkina Faso	14,578	5.2	545.3	14.9	270	2.1
Cap Vert	500	0.2	3,013.3	1.4	1,760	4.0
Côte d'Ivoire	18,373	6.5	1,242.1	11.8	600	-0.2
Gambie	1,613	0.6	517.8	-1.6	714	2.2
Ghana	24,139	8.6	650.7	1.0	329	3.5
Guinée	10,214	3.6	500.5	23.1	374	-0.8
Guinée Bissau	1,678	0.6	256.5	11.6	136	1.2
Libéria	3,489	1.2	237.8	20.9	153	2.7
Mali	14,600	5.2	589.0	17.3	285	2.0
Niger	13,920	4.9	384.6	22.0	182	6.0
Nigeria	145,271	51.6	1,481.3	26.1	513	3.0
Sénégal	12,847	4.6	1,041.6	16.8	469	-0.1
Sierra Léone	6,588	2.3	352.5	16.2	252	3.1
Togo	5,684	2.0	500.1	10.5	274	-1.8
UEMOA	89,637	31.8	758.9	15.1	366	1.0
ZMAO	191,814	68.2	1,259.1	23.6	472	2.9
CEDEAO	281,451	100.0	1,099.8	21.6	438	2.4

Sources : CEA BSR-AO, à partir des données officielles et CEDEAO

Tableau a3: Répartition sectorielle du PIB en 2008 (%)

Pays	Secteur primaire			Secteur secondaire				Secteur tertiaire			
	Agric.	Elevage	Pêche	Extraction	Manuf.	Energie	BTP	Commerce	Transp/Comm.	Autres services	Admini. Pub.
Bénin	24.2	6.8	4.3	0.3	8.8	1.2	4.9	24.5	12.1	10.8	5.1
Burkina Faso	15.6	11.2	1.9	1.0	12.3	1.2	7.8	20.0	10.2	14.9	4.7
Cap Vert	7.6	1.7	2.6	0.2	9.0	1.2	5.3	18.8	19.5	18.6	19.3
Côte d'Ivoire	22.6	1.7	1.4	3.6	16.4	1.8	2.6	12.9	6.0	17.6	13.1
Gambie	20.7	5.0	2.5	0.7	4.0	1.2	4.4	25.7	16.9	12.0	7.2
Ghana	29.7	2.2	9.1	4.9	9.5	2.8	9.9	9.9	4.7	6.9	13.7
Guinée	16.3	4.4	2.9	15.5	3.6	0.9	12.8	26.2	6.2	7.6	4.3
Guinée Bissau	34.6	4.6	12.0	0.0	8.5	1.5	3.1	23.2	4.3	0.4	8.2
Libéria	51.2	0.6	17.6	0.0	5.7	0.8	3.2	5.0	6.8	4.8	4.2
Mali	23.8	9.3	5.5	7.1	10.7	2.2	4.6	14.0	6.2	6.7	9.8
Niger	32.6	13.3	5.0	5.1	5.6	1.4	2.7	11.3	5.8	8.8	7.5
Nigeria	26.6	2.5	1.4	32.4	5.2	0.0	0.1	15.8	4.9	10.2	1.4
Sénégal	9.5	5.7	2.5	1.0	13.5	3.2	6.8	20.7	13.3	18.5	7.8
Sierra Léone	37.0	1.8	3.4	7.3	2.5	0.4	2.7	15.3	7.6	10.7	11.2
Togo	30.2	6.7	4.6	2.2	7.8	2.9	5.2	11.5	6.3	14.3	9.0
UEMOA	20.6	5.5	2.9	2.9	12.7	2.0	4.7	16.5	8.5	14.5	9.2
ZMAO	26.6	2.6	2.4	28.0	5.6	0.4	1.7	15.6	5.1	9.8	3.1
CEDEAO	25.0	3.5	2.5	21.5	7.4	0.8	2.5	15.8	6.0	11.0	4.7

Sources : CEA BSR-AO, à partir des données officielles et CEDEAO

Tableau a4: Taux d'inflation dans les pays de la CEDEAO, en moyenne annuelle

	2000	2002	2003	2005	2006	2007	2008	2009
Bénin	4.2	2.4	1.5	5.4	3.8	1.3	8.1	6.5
Burkina Faso	-0.3	2.3	2.0	6.4	2.3	-0.2	10.8	5.0
Cap Vert	6.6	1.8	2.3	0.4	4.8	4.4	5.7	4.9
Côte d'Ivoire	1.6	3.2	3.3	3.9	2.5	1.9	6.5	5.7
Gambie	0.8	5.5	17.6	0.8	2.1	5.4	6.0	5.5
Ghana	3.7	14.5	13.0	15.1	10.2	10.7	16.8	13.3
Guinée	6.0	3.0	12.9	31.4	34.7	22.9	17.9	9.3
Guinée Bissau	8.6	3.3	-3.5	3.4	2.0	4.6	10.6	6.2
Libéria	10.0	14.6	10.4	6.9	7.2	11.4	19.2	11.4
Mali	3.3	5.0	-1.3	6.4	1.5	1.4	9.6	2.5
Niger	2.9	2.6	-1.6	7.8	0.1	0.0	13.1	3.5
Nigeria	5.5	12.9	14.0	17.8	8.3	5.5	11.0	11.1
Sénégal	0.7	2.3	0.1	1.7	2.1	5.9	6.3	3.0
Sierra Léone	-0.9	-3.1	7.4	12.1	9.5	11.7	15.3	13.9
Togo	1.9	3.1	-1.0	6.8	2.2	1.0	8.4	5.2
UEMOA	1.8	3.0	1.3	4.6	2.2	2.1	8.1	4.6
ZMAO	5.3	12.0	13.5	17.8	9.4	6.7	11.8	11.2
CEDEAO	4.2	9.0	9.3	13.9	7.6	5.6	10.9	9.8

Sources : CEA BSR-AO, à partir des données officielles et CEDEAO; FMI, perspectives économiques mondiale, avril 2009

Tableau a5: Dette extérieure (million \$ US)

Pays	2000	2002	2003	2005	2006	2007	2008	2009
Bénin	1,266	1,519	1,433	1,743	994	625	1,038	1,165
Burkina Faso	1,384	1,567	1,649	2,218	1,155	1,253	1,868	2,048
Cap Vert	310	329	434	577	593	596	654	718
Côte d'Ivoire	9,253	9,931	10,056	11,796	12,160	13,335	13,147	11,994
Gambie	437	504	506	528	352	363	377	392
Ghana	6,037	6,751	8,197	6,743	3,192	4,898	5,173	5,382
Guinée	3,086	3,115	3,341	3,247	3,217	3,307	3,079	3,374
Guinée Bissau	774	812	878	1,039	1,003	893	961	887
Libéria	2,393	2,782	2,835	3,185	3,246	3,309	3,160	3,160
Mali	2,106	2,817	2,833	3,290	1,253	1,438	1,854	1,941
Niger	1,420	1,779	1,683	1,814	538	672	546	489
Nigeria	30,695	30,535	34,662	20,526	7,693	8,049	8,791	9,459
Sénégal	3,118	3,737	3,940	3,687	3,455	1,878	1,962	1,757
Sierra Léone	1,428	1,177	1,464	1,214	1,152	1,225	1,291	1,360
Togo	1,203	1,436	1,423	1,556	1,497	1,768	1,337	1,188
UEMOA	20,525	23,597	23,894	27,142	22,055	21,862	22,713	21,470
ZMAO	44,387	45,194	51,438	36,018	19,445	21,747	22,526	23,844
CEDEAO	64,911	68,791	75,332	63,161	41,499	43,610	45,239	45,314

Sources : CEA BSR-AO, à partir des données officielles et CEDEAO

Tableau a6: Solde budgétaire hors dons en % du PIB nominal

Pays	2000	2002	2003	2005	2006	2007	2008	2009
Bénin	-3.6	-3.2	-4.6	-4.6	-2.5	-1.5	-4.4	4.7
Burkina Faso	-11.0	-8.6	-7.3	-10.1	-11.7	-12.1	-11.6	-11.1
Cap vert	-8.6	-9.7	-7.9	-13.3	-17.6	-14.6	-14.6	-14.4
Côte d'Ivoire	-1.5	-1.9	-3.1	-2.6	-1.3	-1.0	-1.2	-1.5
Gambie	-7.5	-12.4	-9.0	-20.3	-18.0	-20.4	-19.8	-20.1
Ghana	-16.6	-7.2	-4.9	-6.9	-8.3	-7.8	-7.8	-7.3
Guinée	-5.8	-8.0	-8.8	-13.2	-22.3	-25.4	-23.1	-23.6
Guinée Bissau	-24.9	-17.4	-23.1	-23.8	-18.2	-27.3	-20.3	-18.2
Libéria	-1.9	-2.2	-1.5	-3.5	-0.7	-1.4	-2.2	-1.5
Mali	-7.8	-7.8	-5.4	-6.3	-6.9	-6.3	-5.1	-6.2
Niger	-8.7	-8.7	-8.1	-9.2	-6.7	-8.2	-5.9	-15.3
Nigeria	10.9	10.5	6.0	10.7	9.8	5.1	6.3	5.5
Sénégal	-1.4	-2.6	-4.0	-4.5	-6.7	-6.2	-8.1	-6.4
Sierra Léone	-18.0	-8.2	-4.9	-12.4	-9.5	-8.7	-9.3	-9.5
Togo	-5.5	-0.8	1.9	-4.0	-4.1	-1.7	-4.7	-6.2
UEMOA	-4.2	-4.0	-4.4	-5.1	-5.0	-4.8	-5.2	-4.9
ZMAO	6.6	6.7	3.5	6.7	5.8	1.9	3.0	2.5
CEDEAO	3.3	3.0	0.8	3.3	3.0	0.2	1.0	1.0

Sources : CEA BSR-AO, à partir des données officielles et CEDEAO

Tableau a7: Commerce extérieur net par pays en % du PIB

	2000	2002	2003	2005	2006	2007	2008	2009
Bénin	-4.3	-8.7	-10.1	-10.7	-10.9	-10.8	-10.6	-10.8
Burkina Faso	-16.3	-12.6	-12.7	-11.8	-12.3	-14.9	-15.5	-14.2
Cap Vert	-33.5	-39.9	-37.9	-35.1	-36.4	-37.6	-37.4	-37.1
Côte d'Ivoire	6.0	15.1	10.5	0.4	5.5	3.7	4.6	4.1
Gambie	-24.7	-31.1	-33.7	-37.3	-36.5	-36.0	-36.6	-36.4
Ghana	-18.6	-12.1	-11.9	-25.6	-24.6	-22.2	-23.4	-22.8
Guinée	-6.8	-1.2	0.5	0.2	0.2	-12.5	-17.5	-9.9
Guinée Bissau	-4.3	-22.5	-10.2	-22.1	-29.1	-17.8	-20.8	-22.6
Libéria	-27.3	-2.2	-14.0	-13.9	-11.5	-13.1	-12.8	-12.5
Mali	-10.0	-3.7	-7.8	-3.7	-2.1	-4.0	-3.4	-3.2
Niger	-2.1	-4.5	-2.4	-12.4	-11.5	-13.8	-13.7	-13.0
Nigeria	32.1	8.5	4.4	13.5	23.3	22.7	22.7	21.8
Sénégal	-9.3	-10.4	-12.1	-15.5	-16.7	-14.8	-15.8	-15.3
Sierra Léone	-34.4	-34.4	-34.4	-23.8	-23.8	-25.0	-24.2	-24.3
Togo	-13.8	-14.2	-15.9	-18.9	-23.6	-20.7	-21.8	-22.0
UEMOA	-3.6	0.2	-2.7	-7.5	-5.9	-6.9	-6.9	-7.2
ZMAO	22.8	2.8	0.5	8.6	17.1	16.7	16.6	16.4
CEDEAO	14.6	1.9	-0.6	3.9	11.2	10.9	10.9	11.5

Sources : CEA BSR-AO, à partir des données officielles et CEDEAO

BIBLIOGRAPHIE

Département économique et social des Nations Unies : Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2009

Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest: Indicateurs sociaux économiques de la CEDEAO, 2008

Commission de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest. Annexes statistiques de la surveillance multilatérale de décembre 2008.

Economist Intelligence Unit, country reports, janvier 2009 (Cote d'Ivoire, Ghana, Nigeria)

Commission économique pour l'Afrique, Rapport économique sur l'Afrique 2009

Commission économique pour l'Afrique, Annuaire Statistique Africain 2008

International Development Association and International Monetary Fund, Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI)-Status of Implementation, September 2008

Perspectives économiques mondiales mises à jour, FMI, novembre 2008

ITU World Telecommunication/ICT Indicators Database, www.itu.org

Central Bank of the Gambia, Monetary Policy Committee, Press Release, December 2008

Central Bank of the Ghana, Monetary Policy Committee, Press Release, December 2008

Ministère de l'économie et des Finances, Cote d'Ivoire, Communication en conseil des ministres relatives au projet de budget 2009, décembre 2008

UNCTAD, Economic Development in Africa, 2008

National Bureau of Statistics, Federal Republic of Nigeria, www.nigerianstat.gov.ng

Statistics Sierra Leone, www.statistics.sl